

UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE  
UFR – FACULTÉ DES LANGUES ET CULTURES ÉTRANGÈRES  
DÉPARTEMENT D'ÉTUDES SLAVES

# **Le lancement de la chaîne russophone ETV+ en Estonie**

**Mémoire présenté par  
Noémie POUILLARD**

**Mention : Études russes et post-soviétiques**

**Juin 2024**



## **Remerciements**

Je voudrais tout d'abord remercier ma tutrice de mémoire, Mme Shukan, maîtresse de conférences et enseignante-chercheuse en sciences sociales et politiques à l'Université Paris Nanterre, pour son encadrement, son expertise et ses conseils qui ont pu m'orienter tout au long de ce travail de recherche.

J'adresse également toute ma reconnaissance à l'ensemble des professeurs du département d'études slaves de l'Université Paris Nanterre, pour leur enseignement de qualité et les connaissances qu'ils m'ont transmises durant cette première année de Master.

Enfin, je tiens à remercier les personnes que j'ai rencontrées en Estonie lors de mon échange universitaire et qui m'ont partagé avec beaucoup de sincérité leur expérience du passé soviétique, leur vision de la nation estonienne, leurs ressentis et leurs inquiétudes.

## Table des matières

Introduction.....	5
1. Les Russes d'Estonie : une minorité isolée.....	7
1.1. La fracture entre Estoniens et non-Estoniens (au sens national du terme).....	7
1.2. Médias de langue minoritaire et deux sphères informationnelles.....	12
2. Construire un projet de société dans un contexte de guerre de l'information.....	20
2.1. La minorité russe isolée et exposée à la propagande du Kremlin : « anxiété ethnique » ou enjeu sécuritaire pour l'Estonie ?.....	20
2.2. L'édification de la nation par les médias.....	24
2.3. Les obligations de l'audiovisuel public.....	26
3. Le lancement de la chaîne russophone estonienne ETV+.....	28
3.1. Le contexte de la création d'ETV+.....	28
3.2. Les programmes.....	32
3.3. Les financements.....	34
3.4. Les impacts sur le champ médiatique et l'influence sur l'opinion.....	35
Conclusion.....	42
Bibliographie.....	43

## Introduction

Selon le rapport du Centre d'excellence en communications stratégiques de l'OTAN publié en 2017, l'Estonie est l'un des pays les plus vulnérables aux discours de propagande russe diffusés dans les médias. Cette vulnérabilité s'explique par la forte présence de Russes ethniques et de locuteurs natifs du russe, ainsi que par le phénomène des «non-citoyens» — des individus ayant immigré en Estonie durant l'occupation soviétique et n'ayant pas obtenu la citoyenneté après l'indépendance. Ce contexte crée un terreau fertile pour les campagnes d'influence russes, exploitant les ressentiments et les tensions identitaires, et constituant ainsi un enjeu sécuritaire majeur pour le gouvernement estonien.

L'Estonie, petit État balte, est marqué par une cohabitation complexe entre sa population estonophone majoritaire et une importante minorité russophone, héritage de l'époque soviétique. Cette minorité russe, qui représente environ 25 % de la population, se trouve souvent isolée dans un champ informationnel dominé par les médias du Kremlin. Cette situation pose un défi sécuritaire majeur pour le gouvernement estonien, particulièrement dans un contexte où la Russie mène une guerre de l'information visant à influencer et à déstabiliser les pays voisins. Depuis la restauration de son indépendance en 1991, l'Estonie a entrepris de nombreuses réformes pour s'intégrer à l'Occident, rejoignant ainsi l'Union européenne et l'OTAN. Cependant, l'intégration de la minorité russophone dans la société estonienne reste incomplète, en grande partie à cause des disparités linguistiques et des divergences dans les sources d'information. Les médias russophones en Estonie sont dominés par des chaînes de télévision et des portails internet russes qui diffusent des contenus alignés sur la propagande du Kremlin. Cette situation crée un environnement propice à la désinformation et à la manipulation de l'opinion publique parmi les russophones d'Estonie. Le gouvernement estonien considère donc la cohésion de son espace informationnel comme un enjeu sécuritaire de premier ordre. Pour contrer l'intensification des activités d'influence de la Russie contre l'Occident, en particulier à travers des campagnes d'information agressives, les pays baltes, dont l'Estonie, ont réagi en février 2022 en imposant des sanctions, notamment en interdisant les chaînes russes diffusant de la propagande du Kremlin. Cette intensification de la guerre de l'information met en lumière les défis croissants auxquels la presse estonienne est confrontée. Le gouvernement estonien doit répondre fermement aux tentatives de déstabilisation russe, notamment par des politiques linguistiques et médiatiques adaptées, des campagnes de sensibilisation et des initiatives de *media literacy*. L'Estonie a mis en place plusieurs initiatives visant à intégrer les communautés russophones et estonophones dans une même sphère informationnelle. Parmi ces initiatives, l'audiovisuel public joue un rôle crucial. La création de programmes en langue russe par

la télévision publique estonienne, tels que ETV+, vise à offrir une alternative aux médias russes et à promouvoir des récits qui favorisent la cohésion sociale et l'intégration des russophones dans la société estonienne. Ces efforts visent non seulement à fournir des informations factuelles et équilibrées, mais aussi à créer des espaces de dialogue et de compréhension mutuelle entre les communautés linguistiques. En abordant des sujets d'intérêt commun, en soulignant les valeurs partagées et en favorisant les échanges interculturels, ces initiatives contribuent à renforcer le sentiment d'appartenance à une même société.

Au moment où la Russie intensifie sa guerre de l'information contre l'Occident, l'Estonie mène la lutte contre la propagande russe et tente de construire des ponts entre les communautés linguistiques pour garantir sa sécurité et sa stabilité face aux défis posés par la guerre de l'information. Dans ce mémoire nous verrons que les médias de la minorité russe en Estonie jouent un rôle déterminant dans la dynamique sociopolitique du pays. En effet, leur intégration dans un espace informationnel commun en moins de dix ans, soutenue par des initiatives de l'audiovisuel public estonien, constitue une réponse efficace à la propagande du Kremlin et un moyen de renforcer la cohésion nationale. Nous tenterons de répondre à la problématique suivante : comment la chaîne estonienne russophone ETV+ a-t-elle réussi à réunir les deux communautés linguistiques dans une même sphère d'information, formant une base solide pour permettre au pays de construire le commun entre Russes et Estoniens ethniques ?

Le mémoire est divisé en trois chapitres. Le premier chapitre présente un état des lieux des communautés russophones en Estonie, en mettant en lumière leur histoire, leur démographie et leurs ruptures. Ce chapitre introduit le concept de *minority language media* et distingue deux communautés linguistiques ne vivant pas dans la même sphère d'information. Le deuxième chapitre montre que l'isolement de la communauté russophone, alimentée par les médias du Kremlin peut être exploité par la Russie dans un contexte de guerre de l'information et constitue donc un enjeu sécuritaire sérieux pour l'Estonie. Mais si les médias peuvent effectivement être utilisés dans un sens pour diviser, l'histoire des pays baltes ainsi que **les maîtres à penser de la sociologie des médias** nous apprennent qu'ils peuvent aussi être porteurs d'union et de construction nationale. Ainsi, pour mieux intégrer la minorité russophone, l'audiovisuel public se doit de répondre à ses obligations, c'est-à-dire, offrir à l'ensemble des couches de la société une information pluraliste et fiable. Enfin, le troisième chapitre examine l'impact du lancement de la chaîne du service public ETV+ lancée en 2015 sur la communauté russophone et le champ médiatique estonien. Le chapitre analyse les narratifs qu'elle déploie et son rôle dans la réunification des deux communautés linguistiques au sein d'une même sphère informationnelle.

## **1. Les Russes d'Estonie : une minorité isolée**

### **1.1. La fracture entre Estoniens et non-Estoniens (au sens national du terme)**

De l'époque soviétique à nos jours, la population estonienne, traversée par de multiples bouleversements, n'a cessé d'évoluer. Elle est aujourd'hui marquée par des ruptures de différentes natures. Avant la Seconde Guerre mondiale, l'Estonie était un État-nation relativement homogène ; 88,1 % de ses habitants étaient des Estoniens, les minorités les plus importantes étant les Russes et les Allemands. L'estonien était la langue nationale ; toutes les principales sphères de l'État (direction et gestion politiques, éducation, science et culture) étaient exécutées en estonien. La guerre a entraîné des changements radicaux : à partir des années 1940, après avoir été incorporée à l'Union soviétique, l'Estonie a perdu près d'un cinquième de sa population en raison de la répression de masse, des activités de guerre et de l'exil politique. Après la guerre, l'Estonie a connu une immigration massive en provenance d'autres républiques soviétiques, principalement de Russie. La majorité des Russes qui se sont installés en Estonie ont formé leur propre communauté russophone qui, à la fin des années 1980, représentait 35 % de la population estonienne. En raison de l'immigration massive en provenance des républiques membres de l'Union soviétique, en particulier de la Fédération de Russie, la population de l'Estonie est devenue multinationale en l'espace de quelques décennies seulement. En Union soviétique, la langue russe avait le statut de langue de communication entre les différentes nations et à l'intérieur de celles-ci, ce qui signifie que, dans la pratique, le russe était utilisé comme langue officielle. La majorité des Russes qui se sont installés en Estonie après la Seconde Guerre mondiale n'ont jamais appris la langue locale ni fait partie de la communauté estonienne ; ils ont plutôt formé leur propre communauté russophone qui, à la fin des années 1980, représentait 35,2 % de la population de l'Estonie. Le recouvrement de l'indépendance par l'Estonie en 1992 a entraîné des transformations à grande échelle dans les domaines politique et économique. La majorité des grandes industries ont perdu leur marché et se sont effondrées. L'armée soviétique a été retirée d'Estonie en 1994. Un nombre considérable de russophones ont perdu leur emploi et ont commencé à s'installer ailleurs. Au cours des deux dernières décennies, la population de l'Estonie a connu une baisse significative et un changement du ratio des nationalités. En 1990, la population totale était de 1,57 million d'habitants, dont 61,5 % d'Estoniens. En 2014, la population totale est tombée à 1,31 million d'habitants, dont 69,1 % d'Estoniens ; toutefois, 30,3 % de la population âgée de 15 à 74 ans ont déclaré que leur première langue était le russe (Statistics Estonia, 2015). En 2020, la population totale de l'Estonie s'élevait à 1,33 million d'habitants, dont 69 % étaient des Estoniens de souche. D'un point de vue linguistique, au moins 90 % des personnes qui ne sont pas des Estoniens ethniques sont russophones (Statistics Estonia, 2022). Malgré l'afflux

de populations non estoniennes en provenance des républiques soviétiques, les Estoniens restent majoritaires. L'occupation soviétique a profondément modifié la composition démographique de l'Estonie : en 1940, 88 % de la population était estonienne, tandis qu'en 1991, ce chiffre a chuté à 61 %. Parallèlement, la proportion de Russes est passée de 8,2 % en 1940 à 30 % en 1991 (Champonnois et Labriolle, 1997, p. 180 et 258). En 2006, selon l'Office estonien de la statistique, les Estoniens représentaient 68,5 % des 1,3 million d'habitants, tandis que les Russes, formant 25,7 % de la population, constituaient la majorité des non-Estoniens. Ainsi, le terme de «minorité russe» est couramment utilisé pour désigner l'ensemble des non-Estoniens. Cependant, le critère «russe» n'est pas suffisant pour identifier toutes les populations non estoniennes arrivées durant l'ère soviétique. Contrairement à la France, en Estonie, la nationalité et la citoyenneté sont distinctes : la nationalité est une notion ethnique, tandis que la citoyenneté est juridique. Le critère linguistique est plus pertinent pour décrire ces populations, car elles n'ont pas l'estonien comme langue maternelle et ont rarement tenté de l'apprendre (Champonnois et Labriolle, 1997, p. 228). Depuis 1989, avec la loi sur la langue du 18 janvier, les autorités estoniennes ont adopté une position ferme pour protéger la langue nationale face au russe. L'estonien est la seule langue officielle et sa maîtrise est requise pour obtenir la citoyenneté estonienne. La langue est donc devenue un élément clé pour s'intégrer à la société estonienne. Ce n'est pas tant la nationalité, russe ou autre, qui pose problème, mais le fait de ne pas parler estonien. Les russophones représentent 31 % de la population, mais environ 40 % d'entre eux, de nationalité russe, maîtrisent l'estonien. De plus, 16 % des russophones affirment ne pas comprendre du tout l'estonien (Lauristin, Vihalemm, Ainsaar et Heidmets, 2011). La maîtrise de la langue estonienne a des répercussions significatives autant au quotidien que pour les démarches administratives et juridiques. Toutefois, la question de la citoyenneté demeure la principale source de conflit entre les russophones et les autorités estoniennes. Une caractéristique notable de l'Estonie post-soviétique est la présence d'une population apatride, représentant 12 % de la population totale en 2006. À l'indépendance, les autorités estoniennes, considérant illégale toute action de l'ère soviétique en raison de l'annexion de l'Estonie par l'URSS, ont refusé d'octroyer la citoyenneté estonienne aux personnes installées dans le pays depuis 1940. Cependant, la naturalisation reste possible à condition de maîtriser l'estonien. Selon la loi, «Un étranger qui souhaite acquérir la citoyenneté estonienne doit [...] maîtriser l'estonien.» Or, de nombreux anciens citoyens soviétiques n'ont pas appris cette langue, le russe étant prédominant. Certains anciens citoyens soviétiques considèrent l'apprentissage de l'estonien comme une humiliation, ayant contribué à la reconstruction de l'Estonie après la guerre. D'autres apatrides ont choisi de le rester dans l'espoir de devenir citoyens européens après l'intégration de l'Estonie dans l'UE. Les apatrides n'ont pas tous les droits des citoyens, comme voter aux élections nationales, être élu ou devenir membre d'un parti politique. L'absence de citoyenneté limite aussi leurs opportunités d'emploi, notamment dans

la fonction publique. Il est important de noter que tous les anciens citoyens soviétiques en Estonie à qui la citoyenneté automatique fut refusée ne sont pas apatrides. Actuellement, l'Estonie compte 86 000 citoyens de la Fédération de Russie, qui ont opté pour la citoyenneté russe principalement pour faciliter leurs déplacements vers la Russie. Les apatrides et les citoyens de Russie sont majoritairement non-estonophones. Cependant, depuis l'indépendance de l'Estonie, des naturalisations ont eu lieu, et le nombre de citoyens d'Estonie russophones a augmenté : en 2000, 140 000 citoyens d'Estonie étaient de nationalité russe. Selon la terminologie estonienne, ces citoyens peuvent constituer la « minorité nationale » russe. Cette « minorité nationale » regroupe les citoyens d'Estonie qui ne sont pas de nationalité estonienne et qui souhaitent préserver leur culture nationale. Ils jouissent de tous les droits des citoyens estoniens, ainsi que de droits particuliers si la minorité nationale se forme officiellement conformément à la loi sur l'autonomie et la protection des minorités nationales. Les Russes citoyens d'Estonie pourraient bénéficier de ces droits spéciaux s'ils s'organisaient officiellement en minorité nationale, ce qui n'est pas possible pour les apatrides et les citoyens de Russie. Les relations avec les autorités estoniennes peuvent être tendues, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la langue russe dans l'administration. Les russophones demandent le droit d'utiliser le russe dans leurs interactions avec l'administration ou lors des réunions du gouvernement de l'Ida-Virumaa. Toutefois, la langue russe ne peut être reconnue comme langue de travail dans les administrations que là où au moins la moitié des citoyens estoniens sont de nationalité russe. Or, cette situation n'existe pas en Estonie, même dans l'Ida-Virumaa, au nord-est du pays, où 90 % de la population est russophone mais où les citoyens estoniens ne représentent que 41,9 % de la population du comté (Statistics Estonia, 2001). Plutôt que de considérer une minorité russe unique basée sur la nationalité, il est préférable de parler de diverses minorités russes, car la langue et la citoyenneté introduisent des différences essentielles pour comprendre la situation actuelle, l'attitude des russophones vis-à-vis de la société estonienne, et les évolutions possibles. L'hétérogénéité des situations parmi les non-Estoniens dépasse leur simple dénominateur commun, ce qui doit être pris en compte dans l'analyse de ce sujet. La répartition géographique héritée de l'époque soviétique crée une première division au sein des populations non-Estoniennes. Cette répartition géographique apporte une nouvelle dimension, permettant de distinguer diverses situations et d'expliquer la facilité ou la difficulté, voire le blocage, de l'intégration des non-Estoniens dans la société estonienne. L'environnement linguistique en Estonie est varié, avec des régions où le russe est absent et d'autres où il domine les interactions quotidiennes. Le russe prédomine particulièrement dans l'Ida-Virumaa, où 78 % de la population est russophone, atteignant même 93 % dans les villes de Sillamäe et Narva (les Estoniens représentant seulement 4,2 % de la population à Sillamäe et 4,9 % à Narva), et à Tallinn, où les russophones constituent 38 % de la population. En revanche, la proportion de russophones est beaucoup plus faible ailleurs en Estonie,

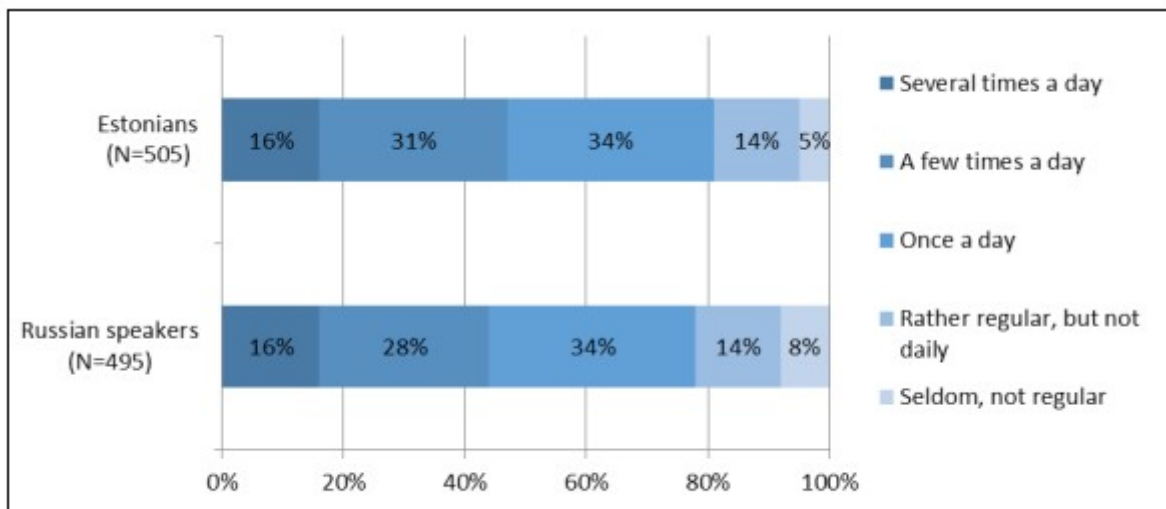
notamment dans les zones rurales. Cette répartition des russophones s'explique par la distribution des populations venues de l'URSS en Estonie. La majorité de ces familles est venue pour combler les besoins de main-d'œuvre dans les complexes militaro-industriels créés par les autorités soviétiques (Ida-Virumaa, Harjumaa) et pour servir dans l'administration (Tallinn). Les Soviétiques se sont installés dans les régions industrielles sinistrées par la guerre, avec pour objectif de reconstruire l'industrie développée à la fin du XIXe siècle, notamment à Narva. Il faut également noter que les Soviétiques ont pu reconstruire cette économie en raison de la proximité des matières premières nécessaires à la métallurgie (Champonnois et Labriolle, 1997, p. 221). La répartition de la population non estonienne à Tallinn varie fortement selon les districts. Par exemple, le district de Lasnamäe compte 52 % de Russes, tandis que celui de Pirita en compte seulement 7 %. Cette situation trouve ses racines dans le passé soviétique. Les quartiers les plus russophones sont ceux construits dans la seconde moitié du XXe siècle, lorsque Tallinn, alors une petite ville, a été agrandie pour accueillir des populations venant d'autres républiques soviétiques. Beaucoup de ces habitants n'ont pas déménagé après l'indépendance. Selon la sociologue Klara Hallik, cette situation s'explique par les politiques d'accès à la propriété privée après 1991, lorsque les locataires ont eu la possibilité d'acheter leurs appartements. Les russophones installés par Moscou dans les quartiers de Kopli (district de Põhja-Tallinn) et Lasnamäe y sont restés. En revanche, les quartiers majoritairement estoniens sont souvent les anciens villages annexés à Tallinn, aujourd'hui financièrement inaccessibles pour la plupart des Russes. Les Russes ont, en général, des revenus inférieurs à ceux des Estoniens, ce qui rend difficile pour eux de quitter les quartiers soviétiques pour s'installer dans d'autres districts de la capitale, sauf pour les nouveaux riches. Cette répartition nationale est accentuée par la gentrification et le départ des populations les plus pauvres du centre de Tallinn. La répartition géographique, notamment dans l'Ida-Virumaa, joue un rôle crucial dans les enjeux post-indépendance liés à l'apprentissage de l'estonien. Dans ces zones où le russe est prédominant, l'apprentissage de l'estonien n'est pas perçu comme une nécessité immédiate, sauf pour ceux qui souhaitent obtenir la naturalisation. Parler estonien y est presque superflu, et la pratique de cette langue reste marginale, ce qui complique la résolution du problème des apatrides. Les Soviétiques qui n'ont pas pu devenir citoyens estoniens sont souvent concentrés dans quelques régions, comme l'Ida-Virumaa et certains quartiers de Tallinn. Par exemple, 34,6 % de la population de l'Ida-Virumaa, ainsi que 26,6 % et 24,1 % des populations des districts de Lasnamäe et Põhja-Tallinn à Tallinn, sont apatrides. À l'inverse, les russophones vivant dans des zones majoritairement estoniennes montrent une volonté accrue d'apprendre l'estonien pour maintenir leur place dans la société estonienne. La fermeture d'écoles russophones, faute d'élèves, illustre cette tendance : les russophones préfèrent inscrire leurs enfants dans des écoles estoniennes pour leur donner de meilleures chances sur le marché du travail. Le lieu de résidence crée ainsi une nouvelle distinction

parmi les russophones. La dynamique linguistique en Estonie, au-delà de la division géographique, se manifeste également à travers une rupture générationnelle. Une nouvelle génération, née à la fin de l'ère soviétique ou après l'indépendance, a grandi dans une Estonie « estonienne » et présente des comportements différents, facilités par une législation citoyenne adaptée. Désormais, l'obtention de la citoyenneté n'est plus un processus ardu nécessitant une maîtrise de l'estonien, mais fait partie intégrante du parcours scolaire. Grâce à la simplification de l'octroi de la citoyenneté pour les enfants nés en Estonie après 1991, la proportion d'apatrides parmi les jeunes générations est devenue insignifiante. Les enfants nés de parents apatrides peuvent obtenir la citoyenneté plus facilement, ce qui a permis la naturalisation d'environ 6000 enfants sans conditions particulières. De plus, avec l'apprentissage obligatoire de l'estonien dès les premières années de scolarité, les jeunes apatrides ne voient plus la naturalisation comme une épreuve humiliante. Pour eux, la maîtrise de la langue officielle n'est pas une condition préalable pour être accepté dans la société estonienne, contrairement à ce que vivent leurs parents et les dernières générations arrivées en Estonie, qui doivent apprendre l'estonien pour obtenir la citoyenneté. La question des apatrides est donc en voie de résolution, même si cela pourrait prendre encore quelques décennies. En 2000, 14,5 % des personnes nées entre 1950 et 1990 étaient encore apatrides, mais cette proportion diminue rapidement pour les générations nées après l'indépendance (Statistics Estonia, 2001). Tandis que les Soviétiques venus en RSS d'Estonie maîtrisent mal l'estonien, leurs enfants sont majoritairement bilingues. Parallèlement, la maîtrise du russe par les Estoniens diminue. Depuis l'indépendance, la proportion de Russes parlant estonien a dépassé celle des Estoniens parlant russe. Pendant l'époque soviétique, environ 43 % des Russes en Estonie maîtrisaient l'estonien. Aujourd'hui, grâce à l'apprentissage obligatoire de l'estonien à l'école, plus de 50 % des jeunes générations russophones parlent l'estonien, bien que ces chiffres puissent encore évoluer (Statistics Estonia, 2001). À la rentrée 2024, les classes de maternelles de CP et CM1 des écoles russophones devront enseigner entièrement en estonien. La réforme s'étendra à tout le système scolaire d'ici 2030. À l'inverse, les jeunes Estoniens sont de moins en moins nombreux à parler russe. Alors que la plupart des Estoniens de l'ère soviétique maîtrisaient le russe, cette langue n'est plus obligatoire et sa connaissance décline. Seulement 50 % des Estoniens nés dans les années 1980 parlent russe, comparé à plus de 80 % des générations adultes pendant la période soviétique. Ces tendances divergentes auront un impact majeur sur les relations futures entre Estoniens et Russes. Un fossé linguistique risque de se creuser entre les générations, créant des tensions intergénérationnelles, notamment dans les régions où le russe et l'estonien sont parlés. Les Russes non estonophones auront de plus en plus de difficulté à communiquer avec les jeunes Estoniens, ce qui pourrait aggraver le sentiment d'isolement ressenti par la population russophone et réduire encore les rares contacts existants entre les deux groupes.

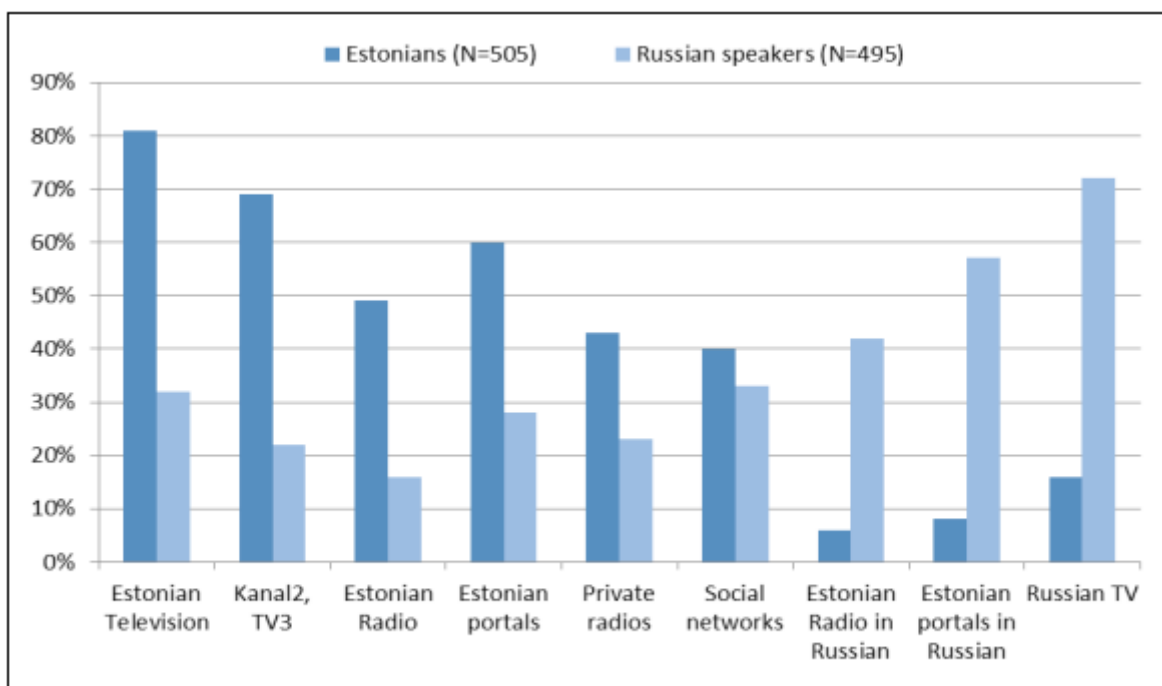
## 1.2. Médias de langue minoritaire et deux sphères informationnelles

Comme vu en première partie, la minorité ethnique russe d'Estonie est née de la colonisation soviétique après la Seconde Guerre mondiale. L'intégration de cette minorité dans la société estonienne est devenue un défi sociopolitique depuis que le pays a retrouvé son indépendance en 1991. Au cours de la période de réformes politiques, sociales et économiques radicales des années 1990, il a fallu déterminer le statut de l'importante population russophone non-titulaire (38,5 % en 1989). Sous le régime soviétique, il n'était pas nécessaire d'intégrer les populations russophones et estoniennes, car il n'existait qu'une seule citoyenneté dans l'Union soviétique - la citoyenneté soviétique - et le russe était la langue officielle commune à tout l'empire soviétique. La politique migratoire soviétique a permis aux communautés estoniennes et russophones de vivre côte à côte, d'utiliser des canaux d'information différents et d'avoir peu de choses en commun. Pendant la période d'indépendance de l'Estonie, entre 1918 et 1940, seuls 8,2 % de la population estonienne étaient des Russes ethniques. La presse en langue russe est apparue en Estonie au XIXe siècle et, pendant l'entre-deux-guerres, plus de 100 titres de journaux et de magazines ont existé pendant une période plus ou moins longue. Toutefois, pendant les cinq décennies du régime soviétique qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, la proportion de Russes est passée à 30,3 % et celle des autres nationalités minoritaires à 8,2 %. La langue commune des personnes d'origine non estonienne est le russe, car c'est la seule langue dans laquelle ils ont été éduqués en Estonie. Outre les journaux et émissions en langue russe produits en Estonie, les médias existant dans toute l'Union soviétique étaient largement distribués et consommés. Après le retour de l'Estonie à l'indépendance en 1991, les subventions soviétiques ont cessé en même temps que les changements dans la propriété des médias, et les médias russophones de la période soviétique n'ont pas survécu. Les nouveaux investisseurs privés ont été confrontés à des difficultés économiques, ce qui a entraîné le déclin spectaculaire de la presse russophone estonienne pendant la récession économique de la fin des années 1990 et son effondrement final lors de la crise économique de 2008-2011. Alors qu'en 2001, il existait 17 quotidiens en langue russe, en 2011, il ne restait plus qu'un seul quotidien et neuf hebdomadaires. Même le dernier quotidien de langue russe (*Postimees na russkom jazyke*) a réduit sa parution à trois fois par semaine en juin 2013. Dans son étude sur les médias de langue russe et l'intégration, Jakobson conclut que, dans les années 1990, la presse de langue russe a surtout contribué à ériger des barrières sociales entre la population russe et les Estoniens et à susciter la méfiance à l'égard de l'État estonien et des institutions sociales (Jakobson, 2002). Les données issues d'études (Jõesaar, 2014 ; Saar Poll, 2014) montrent que des groupes de population linguistiquement différents se trouvent dans des domaines d'information différents. Pour cause, 50

% des russophones ne peuvent pas suivre les médias (presse écrite, en ligne, radio et télévision) en estonien en raison d'une connaissance insuffisante de la langue. Ces champs d'information sont séparés non seulement par des frontières linguistiques, mais aussi par des frontières nationales. Du 29 juillet au 5 août 2014, la société de recherche Saar Poll a mené une étude nationale d'opinion publique (Saar Poll,2014). Sous la forme d'entretiens téléphoniques, 1000 personnes âgées de 15 à 74 ans ont été interrogées, dont 505 Estoniens et 495 russophones. Pour les deux groupes, la méthode d'échantillonnage aléatoire proportionnel a été utilisée pour la sélection. Saar Poll a mené les entretiens en estonien ou en russe. Pour compenser les différences apparues lors de la comparaison des résultats du questionnaire et du modèle statistique, les résultats ont été pondérés en fonction des indicateurs sociodémographiques. Pour établir le modèle des indicateurs sociodémographiques, on a utilisé les données du registre de la population, telles qu'elles ont été fournies au 30 janvier 2014. L'étude a été commandée par l'Estonian Open Foundation. Les thèmes de l'enquête étaient l'actualité, le suivi des nouvelles et des médias, et l'importance des différentes sources d'information pour les résidents de l'Estonie. L'une des questions de recherche de l'étude était de comparer les univers médiatiques des Estoniens et des russophones. Les résultats montrent que l'Estonie a dû relever des défis pour fournir un contenu pluraliste et fiable à l'ensemble de la société, en particulier aux russophones, et que la fréquence à laquelle les Estoniens et les russophones suivent l'actualité est relativement similaire (cf. Figure 1). Les données de recherche (Saar Poll,2014) montrent que parmi les Estoniens et les non-Estoniens, la fréquence de suivi des informations est similaire. Comme prévu, les différences sont présentes dans les sources d'information que les Estoniens et les non-Estoniens considèrent comme importantes pour suivre l'actualité. En ce qui concerne les types de médias, pour les Estoniens comme pour les non-Estoniens, la télévision occupe la première place. Pour les Estoniens, la télévision estonienne (un service public de radiodiffusion) est la principale source d'information, 81 % des personnes interrogées la considérant comme très importante ou assez importante. Pour 72 % des non-Estoniens, les sources d'information les plus importantes sont les chaînes de télévision publiques russes (par exemple PBK, RTR Planeta Baltica, NTV Mir ou Ren TV Estonia). (cf. Figure 2).



**Figure 1.** La fréquence du suivi des informations. Source : Andres Jõesaar (2015)

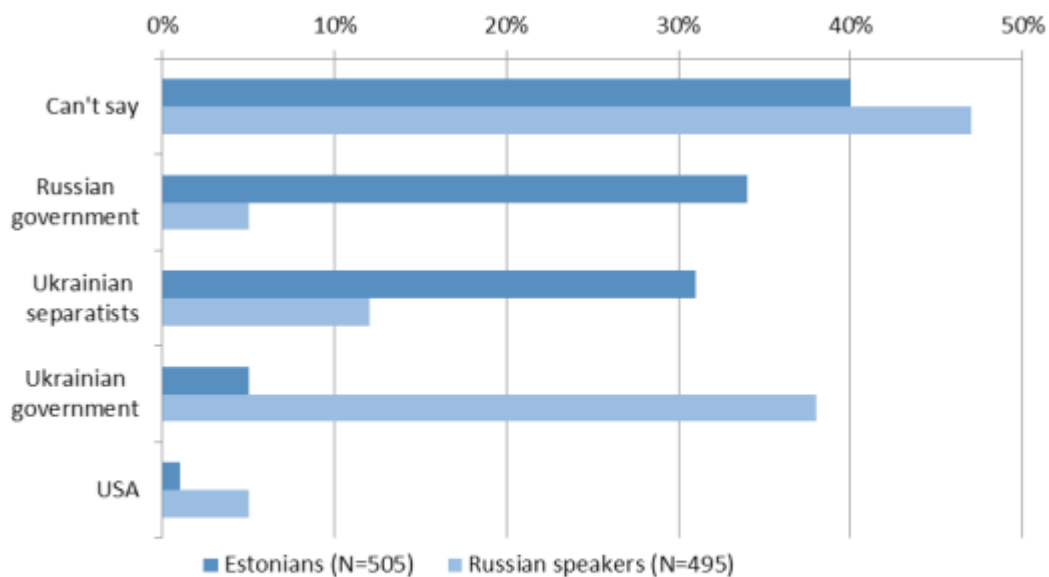


**Figure 2.** L'importance des chaînes d'information parmi les estonophones et les russophones. Source : Andres Jõesaar (2015)

Ce dernier graphique nous permet de constater que la télévision est la première source d'information pour les Estoniens comme pour les russophones. Cependant, alors que les Estoniens considèrent la télévision estonienne comme la principale source d'information (81 % des personnes interrogées la considèrent comme très importante ou plutôt importante), les russophones privilégient les chaînes

de télévision publiques russes (72 % des personnes interrogées la considèrent comme très importante ou plutôt importante). Ainsi, il est possible d'affirmer que la politique médiatique de l'UE visant à garantir le pluralisme et la diversité des médias nécessaires au développement de la démocratie a échoué dans ces États membres, dans lesquels une proportion importante de la population est fortement attirée par le domaine de l'information non européenne.

Pour illustrer l'existence de deux sphères informationnelles séparant la communauté estonophone de la communauté russophone, il est intéressant d'analyser l'opinion des deux audiences concernant l'affaire du vol Air Malaysia en 2014. Une étude a demandé aux participants qui, selon eux, était responsable de l'abattage du vol d'Air Malaysia au-dessus de l'est de l'Ukraine. Parmi les personnes interrogées qui ont une opinion, on observe une nette différence (cf. Figure 3) entre, d'une part, les répondants estoniens qui ont déclaré que le gouvernement russe (34 % des répondants) et/ou les séparatistes ukrainiens (31 % des répondants) étaient responsables et, d'autre part, les répondants russophones qui ont principalement déclaré que le gouvernement ukrainien était responsable.



**Figure 3.** Réponse à la question: à votre avis, qui est responsable de l'abattage du vol d'Air Malaisie au-dessus de l'est de l'Ukraine ? (N = tous les interrogés. Les participants pouvaient donner plusieurs réponses). Source : Andres Jõesaar (2015)

En Estonie, le contrôle de la domination du marché et les mesures visant à minimiser le risque causé par les acteurs étrangers sont absents. Par conséquent, les chaînes publiques russes occupent une position dominante et quasi monopolistique auprès du public russophone d'Estonie (cf. Figure 4).

La taille limitée du public cible (environ 350 000 personnes) fait de la diffusion en russe une activité non rentable pour les radiodiffuseurs commerciaux, et il n'y a donc pas de programmes télévisés privés en russe à l'échelle nationale en Estonie. L'Estonie éprouve des difficultés à fournir un contenu pluraliste fiable à la partie russophone de la société. Le résultat indique qu'une proportion significative du public russophone ne se trouve pas dans la sphère de l'information nationale interne, mais dans la sphère de l'information de l'État russe. En Estonie, il existe donc deux champs d'information radicalement différents : l'un correspond aux informations fournies et partagées par un journalisme européen libre et indépendant, tandis que l'autre est favorable à la propagande de l'État russe. Paradoxalement, la législation Le cadre établi par la réglementation européenne sur les médias garantit l'existence des deux. Elle se veut universelle et ne tient pas compte des aspects spécifiques au marché. De fait, les russophones reçoivent une part considérable de leurs informations quotidiennes de chaînes de télévision basées en Russie et cette situation soulève des problèmes en ce qui concerne leur participation à la vie quotidienne estonienne et leur degré d'information sur la vie politique estonienne. En outre, plusieurs études (Vihalemm et al., 2017 ; Seppel, 2020) ont montré que la séparation du public russophone du champ de l'information estonien provoquée par les chaînes russes étrangères crée de nombreux défis pour la société estonienne. Par exemple, une étude réalisée en 2014 par le cabinet SaarPoll a clairement démontré le fait que la consommation médiatique différente des deux communautés linguistiques était corrélée à l'évaluation que les membres de la communauté faisaient du conflit en Ukraine (SaarPoll, 2014 ; Jõesaar, 2015). En effet, les deux groupes s'appuient sur des sources d'information très différentes. Alors que la source d'information la plus importante pour les Estoniens est la télévision estonienne, avec 67% des personnes interrogées la choisissant comme source d'informations sur l'Ukraine, parmi les non Estoniens, une proportion presque égale de personnes interrogées (66%) a suivi les chaînes de télévision russes PBK et RTR.

Le concept de « *Minority language media* » développé et discuté par plusieurs sociologues nous apporte une analyse éclairante sur les médias russophones en Estonie. Ainsi, on peut qualifier, selon la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (1992), les langues minoritaires comme « traditionnellement pratiquées sur un territoire donné d'un État par des ressortissants de cet État qui forment un groupe numériquement inférieur au reste de la population de l'État ». La Charte distingue cinq catégories de langues minoritaires. Le russe en Estonie représente la quatrième catégorie : « les langues parlées dans des communautés constituant une minorité dans l'État-nation où elles vivent et qui sont des langues majoritaires dans d'autres pays ». Cependant, selon Mike Cormack (2007), « le concept de minorité linguistique est essentiellement politique » - c'est le nationalisme du groupe majoritaire qui crée la situation où « une communauté est considérée par

l'autre comme une minorité » (Cormack,2007) et marginalisée par la communauté majoritaire. Mark Deuze (2006) ne fait pas de distinction entre les médias ethniques et les médias minoritaires, il considère que les médias ethniques ou minoritaires sont des médias produits par et pour des groupes minoritaires vivant dans le pays d'accueil. Valeria Jakobson (2002), qui a étudié le rôle des médias russophones dans l'intégration sociale en Estonie, a utilisé les termes « médias des minorités ethniques » et « médias en langue russe ». Dans son article intitulé *Minority Language Media in Western Europe* (1998), Mike Cormack a suggéré sept conditions nécessaires à l'émergence et au développement réussis des médias dans les langues minoritaires : nombre d'utilisateurs de la langue; campagne de masse pour les médias ; leadership et organisation; culture politique ; faiblesse politique du gouvernement central; statut symbolique de la langue et tendances internationales. Cormack a limité son étude aux minorités d'Europe occidentale de langues celtiques et aux langues régionales d'Espagne. Selon Cormack (1998), le nombre de locuteurs d'une langue est l'un des facteurs permettant d'évaluer le succès potentiel des médias dans les langues minoritaires. Il suggère qu'un million de personnes pourrait être la taille minimale d'une population pour maintenir la gamme complète des médias modernes. Or, la taille globale du marché des médias en langue russe en Estonie est estimée à environ 300 000 personnes. En 2011, plus de 80 % de la population russophone regardait régulièrement PBK (*Pervyi Baltijski Kanal*), qui est disponible dans tous les États baltes. Outre la retransmission des chaînes de télévision russes contrôlées par le gouvernement (NTV-Mir et REN-TV), PBK produit également un journal télévisé quotidien dans chaque pays. Outre PBK, d'autres chaînes de télévision russes constituent la principale source d'information pour 75 % de la population russophone. Ces chaînes sont également considérées comme les plus fiables par la population russophone d'Estonie en 2011. Les chaînes de médias estoniennes sont considérées comme beaucoup moins fiables par la majorité de leur public russophone (Vihalemm P., 2011). Malgré le droit de chacun «de diffuser librement des idées, des opinions, des croyances et d'autres informations par la parole, l'imprimé, l'image ou d'autres moyens», inscrit dans la Constitution estonienne qui accorde aux groupes minoritaires le droit «d'établir des organismes autonomes dans les conditions et selon la procédure prévues par la loi sur l'autonomie culturelle des minorités nationales», le champ médiatique russophone estonien est très pauvre. La loi estonienne sur la radiodiffusion publique définit la transmission de «programmes qui [...] répondent aux besoins d'information de toutes les couches de la population, y compris les minorités» comme la tâche du radiodiffuseur de service public ERR. Cette tâche est-elle respectée ? Il n'existe pas non plus d'acte juridique ou de procédure visant à empêcher le développement des médias en langues minoritaires, ni de restrictions à l'accès aux différents médias. Cependant, peut-on considérer les médias de langue russe comme médias minoritaires typiques qui visent à maintenir la langue et les traditions culturelles d'une minorité, puisque le russe est la langue officielle parlée par des millions de

personnes de part et d'autre de la frontière ? Les résultats d'une série d'études nationales ont démontré que les médias de langue estonienne et russe produisent des champs sémantiques et des espaces informationnels différents et séparés. Avant le lancement d'ETV+ en 2015, aucun progrès significatif n'a été réalisé dans le développement d'un espace informationnel commun aux deux groupes linguistiques (Vihalemm P., 2008 ; Vihalemm T. 2011) La production et la diffusion d'informations sur les affaires estoniennes en russe et par le biais de médias russophones restent très importantes. Un journaliste expérimenté interrogé par les auteurs de cet article souligne:

*Les deux communautés vivent séparément. Je pense que la communauté russe est mieux informée, mais pas sur la vie de la communauté estonienne, mais sur la vie politique estonienne. La communauté russe sait très peu de choses sur la vie des Estoniens ordinaires. Et les Estoniens ne savent rien de la vie des Russes. Ils ne peuvent même pas citer les dix principales célébrités de la communauté russe.*

Les journalistes russophones interrogés essayent d'adopter le rôle de transmetteur d'informations pour rétablir le lien entre russophones et estonophones. Ils accordent beaucoup d'importance à leur rôle de médiateur entre les deux communautés linguistiques. Ils considèrent que discuter et expliquer les problèmes de la société estonienne dans les médias de langue russe, rendre compte de la culture et de l'histoire estoniennes et aider la population russophone à sentir qu'elle fait partie de la société estonienne sont les tâches les plus importantes qui leur incombent en tant que journalistes. C'est en effet ce que la communauté russophone attend d'eux, selon l'Integration monitoring de 2011. Le rapport confirme que la majorité des Estoniens et des russophones s'attendaient à ce que les médias russophones couvrent l'actualité estonienne de manière plus approfondie et plus large et expliquent mieux le contexte des événements (Vihalemm P., 2011). Cependant, les journalistes interrogés trouvent le contexte décourageant, soulignant la communication insuffisante entre les journalistes estoniens et russophones, les tentatives des deux parties de dissimuler les faits négatifs sur l'autre ou encore le manque d'intérêt pour la culture ou l'histoire de chacun. Outre le manque de moyens financiers des médias russophones estoniens, les habitudes de consommation du public affaiblissent les possibilités qu'ont les journalistes russophones d'influencer le processus d'intégration. Les médias russophones d'Estonie ne sont pas en mesure de rivaliser, en termes d'audience, avec le flux d'informations et de divertissements en provenance de Russie.

## 2. Construire un projet de société dans un contexte de guerre de l'information

### 2.1. La minorité russe isolée et exposée à la propagande du Kremlin : « anxiété ethnique » ou enjeu sécuritaire pour l'Estonie ?

Si l'Estonie possède deux champs d'information radicalement différents, les médias estoniens promeuvent les valeurs européennes, tandis que les médias d'État et les chaînes de télévision russes jouissent d'une grande popularité auprès du public russophone (Saar Poll, 2014) et promeuvent les «valeurs de Poutine». On note d'ailleurs l'incapacité tant des chaînes privées que du service public estonien à fournir un large éventail de services médiatiques limite l'offre d'un contenu local de qualité à tous les groupes de la société. Jusqu'à récemment, cette question était principalement regardée comme une question économique, mais les événements en Ukraine depuis 2014 et la vague croissante de propagande russe l'ont fait apparaître sous un jour différent, relevant du domaine de la sécurité nationale. Face à la guerre de l'information menée par la Russie, c'est la première fois que l'Europe dans son ensemble doit s'attaquer à cette sphère spécifique de services médiatiques, ce qui soulève la question de savoir comment traiter la propagande russe et comment empêcher son influence sur les citoyens de l'UE. En Estonie, et dans d'autres États baltes également, l'influence de la propagande russe sur le public russophone est très préoccupante. En effet, les fissures ethniques en Estonie ont été identifiées comme un sujet de discorde à exploiter par la Russie vis-à-vis de l'OTAN et de l'Union européenne par le biais de campagnes de désinformation. Bien qu'elles soient souvent utilisées de manière interchangeable, la désinformation, la mésinformation et la propagande ont chacune une signification distincte. Selon Don Fallis, professeur de philosophie à la Northeastern University et expert souvent cité sur ce sujet, la désinformation est toute tentative de tromper délibérément le public. La mésinformation est une information erronée, mais qui n'est pas intentionnelle. La désinformation prend souvent la forme de publications ou de déclarations gouvernementales, mais elle peut aussi provenir indirectement des médias grand public ou être diffusée par de nouvelles plateformes, telles que les médias sociaux. «Le but de la propagande, note Lanoszka (2019), est de persuader le sujet qu'il n'y a qu'un seul point de vue valable et d'éliminer toutes les autres options. Ainsi, si la désinformation peut intentionnellement tromper un public, elle peut ne pas approcher le niveau d'un grand plan qui articule un seul point de vue valable, comme le fait souvent la propagande. Toutefois, pour Fallis (2014), la propagande est un sous-ensemble de la désinformation car la désinformation est intentionnelle dans son exécution. Les campagnes de désinformation existent parce que les gouvernements, les hommes politiques ou d'autres acteurs le souhaitent. Dans le contexte de la politique russe, ces campagnes sont définies comme des «mesures actives». , «un terme tiré du lexique du KGB pour décrire une forme de guerre politique qui utilise en partie les *fake news*, les

médias sociaux et les fausses missives pour influencer l'opinion publique dans les pays ciblés» (Lanoszka, 2019). Les campagnes visant à diffuser stratégiquement des informations ne sont pas nouvelles. L'acte de contrôler l'information et la connaissance, et d'être tactique dans sa révélation au public, remonte à Platon, et est proéminent dans des textes tels que *Le Prince* de Machiavel. L'utilisation par la Russie de «mesures actives» remonte également à plusieurs décennies. Thomas Boghardt, dans son analyse des campagnes de désinformation soviétiques visant les États-Unis, a noté que le système soviétique disposait de départements entiers consacrés à la désinformation depuis les années 1960. Pour reprendre l'exemple de l'abattage du vol 17 de Malaysian Airlines en 2014 au-dessus de l'espace aérien ukrainien, quelques heures à peine après l'écrasement, des campagnes de trolls étaient lancées, imputant la responsabilité de l'incident à l'Ukraine. Si la désinformation est un outil essentiel, cela ne signifie pas pour autant que la politique étrangère de la Russie se limite à des moyens non violents. En effet, l'invasion de la Géorgie par la Russie en 2008, la prise de contrôle de la péninsule de Crimée et de certaines parties de l'est de l'Ukraine en 2014 et l'invasion ultérieure en 2022, ainsi que la probable cyberattaque de l'Estonie en 2007, sont autant d'exemples des divers moyens utilisés par la Russie pour faire avancer son programme. Dans chaque cas, ces attaques ont été associées à des campagnes de désinformation visant à obscurcir les vérités et à déformer la réalité. C'est particulièrement vrai dans le cas du mouvement Euromaidan en Ukraine en 2014. En analysant cette période en Ukraine, l'ancienne chef du bureau de CNN à Moscou, Jill Dougherty, a déclaré : « Poutine a réussi à dominer le paysage médiatique dans son propre pays et dans certaines parties de l'Ukraine. Aujourd'hui, le Kremlin vise un public international plus large et reconstruit les structures médiatiques et de propagande qui se sont effondrées en même temps que l'Union soviétique il y a vingt ans ». Il est intéressant de dresser un parallèle avec les trois pays baltes qui, comme l'Ukraine et la Géorgie, faisaient autrefois partie de l'Union soviétique. L'Estonie et la Lettonie comptent toutes deux d'importantes populations russophones et ces trois pays ont une frontière avec la Russie. Ces trois pays ont également connu l'occupation russe ou soviétique avant et pendant leur période d'indépendance, et chacun d'entre eux a connu un mouvement de résistance actif qui a cherché à repousser cet empiètement. Ce que l'Ukraine et la Géorgie ne possèdent pas, mais que les trois États baltes ont, c'est un lien étroit avec l'Occident, puisque chaque pays balte est membre de l'OTAN, de l'Union européenne et de la zone euro. Cela rend une invasion militaire des pays baltes beaucoup moins probable et des actes de «guerre de l'information» ou des «mesures actives» beaucoup plus courants. Dès 2007, l'Estonie est devenue « le premier front de la guerre de l'information russe moderne », touchée par la plus grande cyberattaque de l'histoire. L'Estonie est le 7<sup>e</sup> pays au monde le plus victime de cyberattaques en termes de chiffres absolus et le 1<sup>er</sup> en terme de nombre d'habitants. Lors d'une conférence donnée à Sciences Po Paris le 3 mai 2024, la Première ministre estonienne Kaja Kallas alerte : « Ces derniers

temps, la Russie intensifie sa « guerre de l'ombre » au cœur de nos démocraties : universités, médias et autres institutions ». À ces mots, on comprend que la question des médias constitue un enjeu crucial. En effet, les gouvernements baltes considèrent les pratiques transnationales des médias d'information et les orientations géopolitiques des russophones baltes comme des menaces non seulement pour la cohésion sociale, mais aussi pour la sécurité nationale. Comme le conclut Kachuyevski (2017), l'impact de la crise ukrainienne « a sécurisé des questions qui divisaient déjà, y compris la mémoire historique, la préférence linguistique, l'accès aux médias dans la langue préférée et la question de savoir qui est un membre légitime de la vie politique estonienne ». Les dirigeants politiques locaux sont très inquiets de l'appétit de la population russophone pour la télévision d'État russe et les sentiments géopolitiques, ces derniers étant considérés comme fortement influencés par la première. Hoskins et O'Loughlin (2015) ont décrit cette situation comme « le retour du modèle d'influence de l'aiguille hypodermique ». Selon le colonel Arnaud Lambolez, intervenant à la conférence « Lutter contre la désinformation » tenue le 9 juin 2024 à l'IHEDN Région Lyonnaise, l'objectif des opérations de désinformation étrangères est de fragiliser le lien social des pays visés et de modifier les perceptions des opinions publiques au profit de puissances étrangères comme de groupes d'intérêts.

La Russie, en particulier sous le règne autocratique de Poutine, s'est efforcée de recoloniser pour elle-même les russophones de son « étranger proche » par le biais d'un flot continu d'informations nocives, mettant en avant sa propre gloire perçue tout en recadrant le passé et le présent des pays baltes sous un jour fasciste. Pour les pouvoirs en place en Russie, le concept de *Russkii mir* (monde russe) ne connaît ni limites ni frontières. Les émeutes provoquées par le déplacement d'un soldat de bronze de l'ère soviétique à Tallinn en 2007 ont été rapportées en Occident comme la preuve d'un conflit ethnique qui couvait depuis longtemps et qui a conduit à des semaines de cyberattaques contre le gouvernement estonien émanant de la Russie. La Russie est considérée comme une menace imminente et ses médias comme un instrument et un signe de ses intentions. *Pervyi Baltiiskii Kanal* (PBK), littéralement « la première chaîne balte », a été la chaîne la plus populaire parmi les publics russophones des pays baltes, avec des audiences particulièrement importantes en Estonie et en Lettonie. En juillet 2020, le régulateur national de Lettonie l'a accusée de deux violations de sa licence pour diffusion non autorisée de programmes étrangers et incapacité à produire suffisamment de programmes d'information locaux originaux. En octobre 2021, sa licence de diffusion a été révoquée après une nouvelle violation - la diffusion de désinformation considérée comme une menace pour la santé publique en pleine pandémie de COVID-19. De plus, la société mère de la chaîne, Baltic Media Alliance, a été accusée d'avoir violé les sanctions de l'Union européenne à l'encontre de Yury Kovalchuk, ami du président russe Vladimir Poutine et

copropriétaire de la chaîne russe *Pervyi Kanal*, considérée comme un porte-parole du Kremlin. La première chaîne balte a vu ses comptes bancaires gelés et la chaîne, son directeur et son demi-proprétaire letton, Oleg Solodov (l'autre moitié de la société est détenue par des Russes), se sont trouvés dans l'impossibilité de payer leurs employés. Après l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, un grand nombre de chaînes russes ont également été bannis des ondes estoniennes.. Parmi elles, la chaîne *Russia Today*, qualifiée de « machinerie de désinformation et de propagande ». La vision explicitement exposée de Vladimir Poutine dans son essai «75 ans depuis la Grande Victoire : responsabilité commune devant l'histoire et l'avenir», est par la suite reprise par les chaînes de propagande russes et arrive dans le champ médiatique estonien, alimentent les dissensus entourant les enjeux mémoriaux baltes, divisant d'avantage les Russes et les Estoniens ethniques.

Dans une étude sur la couverture médiatique russe de la Lettonie entre 2002 et 2005, Nils Muiznieks et une équipe de chercheurs ont observé une critique constante de l'État letton, de ses politiques et de son histoire (2008). Sur le plan politique, la Lettonie a été présentée comme une menace pour le traitement qu'elle réserve aux compatriotes russes, pour avoir amené l'OTAN à la frontière de la Russie et pour avoir ébranlé les pseudo-vérités historiques sur la libération des pays baltes par l'Union soviétique. Cette couverture est en phase avec les objectifs politiques du Kremlin, qui rejette les empiètements occidentaux dans la zone traditionnelle d'influence et de contrôle de la Russie. Si la couverture de la culture et de l'économie lettones a été moins hostile, l'attention démesurée portée aux petits voisins occidentaux de la Russie a suscité des craintes proportionnelles chez les dirigeants baltes, en particulier depuis l'annexion de la Crimée en 2014 et le début de la guerre en Ukraine. En tant que sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique et aux affaires publiques sous le président américain Barack Obama, Richard Stengel a rencontré des responsables de la défense des pays baltes. Chacun d'entre eux a établi des liens directs entre les images véhiculées par les médias russes, les engagements de l'OTAN et, par la suite, l'autodétermination des pays baltes. Un colonel lituanien lui a dit : «Ils essaient de manipuler l'histoire pour montrer que le discours russe est suprême. Les parallèles avec ce qu'ils ont fait en Crimée sont clairs et dangereux. Pourquoi lanceraient-ils une guerre de l'information s'ils ne préparent pas une véritable guerre ?». Les efforts de désinformation déployés par la Russie visent généralement à exacerber les divisions existantes au sein du pays. Il en va de même en Europe en ce qui concerne les valeurs et les mérites de l'Union européenne. Flemming Hansen, de l'Institut danois d'études internationales, affirme que la Russie poursuit un jeu opportuniste de guerre hybride sans fin. Selon lui, les attaques telles que la désinformation visent à affaiblir les autres. Un élément important à cet égard est ce qu'il appelle, selon la terminologie des stratèges russes, le «bouton du chaos», c'est-à-dire la capacité à semer la confusion sur le terrain ou parmi ses adversaires. De même, Ajir et Vailiant

(2018) démontrent que la guerre de l'information est une facette codifiée, théorisée, institutionnalisée, bien soutenue et permanente de la politique russe, qui, selon eux, vise à déstabiliser l'Occident et à restaurer la grandeur de la Russie en commençant par l'étranger proche. En réaction, la Lettonie a publié en 2020 une mise à jour de son concept de défense de l'État. Elle a souligné la nécessité de sécuriser l'espace d'information du pays et a appelé à une action au niveau individuel et au niveau de l'État.

## 2.2. L'édification de la nation par les médias

Si les médias peuvent être utilisés dans un sens pour diviser, l'histoire des pays baltes ainsi que les maîtres à penser de la sociologie des médias nous apprennent qu'ils peuvent aussi être porteurs d'union et de construction nationale.

*Sait-il que la naissance d'un journal national signifie la naissance d'une nation ?*

En 1930, Eugen Jannsen, fils cadet du **générateur du journalisme estonien**, défend l'honneur de son père contre les reproches de l'historien littéraire August Palm dans les pages du magazine *Eesti Kirjandus*. Johann Voldemar Jannsen, fondateur d'*Eesti Postimees*, le premier quotidien de langue estonienne, était accusé d'avoir permis à des intérêts étrangers de contrôler l'environnement d'information des Estoniens. Le grand écrivain estonien du XXe siècle, Jaan Kross, a mis en scène cet épisode dans son récit de 1971, *Une heure sur une chaise tournante*. L'accusation spécifique portée contre Jannsen père, est d'avoir accepté de l'argent de la part de la noblesse allemande de la Baltique qui régnait sur la paysannerie estonienne en échange de l'autocensure et de l'influence éditoriale, permettant ainsi aux Allemands de contrôler la façon dont les Estoniens comprenaient le monde dans lequel ils vivaient. Le jeune Jannsen s'emporte en pivotant sur sa chaise : «Sait-il ce que le premier journal national signifie pour un pays ? Sait-il que la naissance d'un journal national signifie la naissance d'une nation ?». L'histoire de Kross est édifiante pour son récit de l'aube du réveil national de l'Estonie mais surtout pour les questions durables qu'elle soulève sur les médias, à l'ère de la désinformation. La question de Kross anticipait l'argument intuitivement puissant de Benedict Anderson : c'est la diffusion des journaux et l'élévation de la langue vernaculaire qui ont permis la formation de l'identité nationale ou de la «communauté imaginée» (1983). Ce que Jannsen appelait les *Eesti rahvas* (le peuple estonien) dans son journal ont pu se considérer comme tel précisément grâce au journal. De la même manière, les *maarahvas* (les ruraux), répartis dans 585 domaines et qui n'avaient aucune chance de s'unir, se sont considérés comme une grande famille

nationale. Selon Anderson, la « cérémonie de masse » consistant à lire les mêmes mots dans tout le pays a permis à chaque individu de commencer à imaginer sa place dans une communauté nationale (Anderson, 1983). Chez Tocqueville, à côté des premiers fondements d'une analyse des sociétés modernes dans son œuvre *De la démocratie en Amérique*, il montre avec l'exemple américain que la presse a un pouvoir énorme en démocratie. Parmi ses trois grandes fonctions, il explique que la presse maintient la communauté en fournissant des références communes aux citoyens (« il n'y a qu'un journal qui puisse venir déposer au même moment dans mille esprits la même idée »). En cela elle permet de construire un commun entre plusieurs communautés, souvent isolées les unes des autres. Toujours selon Tocqueville, elle répond à un besoin psychique de se reposer sur des opinions communes, de faire confiance. En outre, de faire société. Pour Gabriel Tarde, sociologue de la fin du XIXe siècle, la presse a une influence déterminante dans l'apparition de nouvelles communautés comme les États-Nations. Son pouvoir est donc avant tout de lier tout en rendant possible la diversité des points de vue. « Avant l'apparition du journal, écrit Tarde, seul le monarque avait les moyens de dire ce que les gens pensaient dans les différents villages, et l'unité balbutiante de la nation convergeait en sa personne. Le journal s'arrogea et démystifia cette fonction royale. En présentant les uns aux autres des villages éparpillés, la presse devint elle-même le foyer et l'agent de l'intégration nationale » [Katz, 1992, 267]. La presse était l'outil qui permettait à des personnes qui ne se seraient jamais rencontrées d'apprendre à se comprendre en tant que peuple. Par sa consommation rituelle, ils participaient à la vie de cette communauté. En 1934, des journalistes des trois pays baltes ont formé l'Entente de la presse balte, destinée à coordonner et à mobiliser l'opinion publique pour garantir la stabilité et la sécurité. Depuis longtemps conscients du rôle de la presse dans l'édification de la nation. Le document de stratégie d'intégration de l'État pour 2008-2013 a spécifiquement souligné l'importance des médias et des journalistes en tant qu'agents d'intégration sociétale en Estonie. En effet, les recherches ont confirmé à plusieurs reprises que les principales sources d'information pour les non-estoniens sont les chaînes de médias russes (Jakobson, 2002 ; Vihalemm P., 2004, 2008, 2011 ; Lauristin et al., 2011). Toutefois, jusqu'à 71 % des russophones considèrent également les médias russes produits en Estonie comme d'importantes sources d'information sur les questions estoniennes (Vihalemm P., 2011). La première stratégie d'intégration de l'État, *Integration in Estonian Society 2000-2007*, définissait l'intégration comme une harmonisation de la société et comme une opportunité de préserver les différences ethniques en offrant aux minorités ethniques comme la minorité russe «des opportunités de préserver leur spécificité culturelle et ethnique». Pour réduire le fossé entre les deux communautés linguistiques et culturelles, il faut encourager «l'intégration linguistique et informationnelle de la minorité», ce qui implique «la création d'une sphère commune d'information et d'un environnement dans des conditions de diversité culturelle et de tolérance mutuelle». Dans ce rapport, l'intégration est

considérée comme un processus à double sens qui exige des efforts de la part de la majorité et de la minorité, et qui repose sur l'acceptation et le respect mutuels des différents groupes sociaux (Integration in Estonian Society, 2014).

### **2.3. Les obligations de l'audiovisuel public**

Dans le monde de l'audiovisuel, les médias commerciaux se concentrent sur le contenu grand public. Mais si le marché n'est pas assez grand pour que le secteur privé propose une variété de produits médiatiques dans la langue nationale, comment les intérêts des groupes minoritaires sont-ils servis ? D'un point de vue économique, le public russophone dans les petits pays est un minuscule marché de niche. En effet, la taille limitée du public cible, environ 350 000 russophones en Estonie, fait de la diffusion en langue russe une activité non rentable pour les diffuseurs commerciaux ; par conséquent, il n'y a pas de programmes de télévision privés en russe à l'échelle nationale (Jõesaar et al., 2014). Le nombre de téléspectateurs des émissions nationales ou locales en langue russe est insuffisant pour susciter l'intérêt des annonceurs. En outre, La télévision transfrontalière par câble et par satellite offre une concurrence féroce, rendant les chaînes de télévision russes accessibles au public russophone d'Estonie. Dans ce cas particulier, le système médiatique estonien basé sur le marché est incapable de présenter une gamme complète d'intérêts politiques et économiques dans le domaine public, en particulier pour les minorités linguistiques. Une telle situation ne remplit pas les obligations d'un système médiatique démocratique. L'information et le débat sur le développement et le fonctionnement de la société estonienne ne peuvent alors provenir que des médias de service public. En effet, lorsque la disponibilité des ressources créatives, les conditions du marché et l'atmosphère économique ne favorisent pas les médias commerciaux, ce type d'échec du marché devrait être compensé par les médias de service public.

Plusieurs études ( Jõesaar, 2011 ; Lauristin, 2009 ; Shein, 2005) soulignent le rôle particulier que joue la radiotélévision de service public dans les petits pays comme l'Estonie. Sur les marchés où la radiodiffusion privée est commercialisée ou lorsqu'il existe une menace de propagande russe, il est particulièrement important que l'audiovisuel public conserve son rôle de fournisseur fiable et de source d'information digne de confiance. Le rôle de l'audiovisuel public dans la sphère publique, en soutenant le développement démocratique et le pluralisme, est crucial car il a une influence directe sur la société et les citoyens. Le renforcement de la démocratie et de l'héritage culturel, l'amélioration de la cohésion sociale, le développement d'une plateforme pour débattre ouvertement, garantir le pluralisme des médias et être une source d'informations fiables et indépendantes sont des fonctions nécessaires de l'audiovisuel public. En vertu de la loi sur l'audiovisuel public estonien

(2007), l'une des obligations de l'ERR est de répondre aux besoins d'information de toutes les couches de la population, y compris les minorités. Avant 2015 et le lancement de la chaîne de télévision russophone ETV+, ERR ne répondait pas complètement à ses obligations envers le public de langue minoritaire, composant 29,5 % de la population estonienne totale (1,3 million) russophone.

De plus, Sara Signer (2011) affirme qu'un média russophone pourrait contribuer à l'intégration interculturelle de deux manières importantes. D'une part, les minorités travaillant dans le journalisme contribuent à la diversité des médias en introduisant des questions spécifiques aux minorités; d'autre part, l'utilisation des médias grand public par les minorités est considérée comme importante pour leur intégration interculturelle. En augmentant la disponibilité des informations sur les questions et les événements estoniens en russe et en fournissant davantage d'informations en russe qui sont fournies en estonien, les journalistes russophones peuvent potentiellement jeter un pont entre ces deux sphères d'information et contribuer ainsi à l'intégration et à la cohérence sociétale. Dans un contexte de guerre informationnelle avec la Russie, les gouvernements des pays baltes tentent de se mobiliser en lançant des campagnes d'éducation aux médias, en diffusant des émissions nationales en langue russe, en interdisant les médias russes, etc. L'inquiétude suscitée par l'impact potentiel des messages propagandistes du Kremlin sur les cœurs et les esprits de la minorité russophone d'Estonie a attiré l'attention des décideurs politiques du pays sur les institutions des médias publics qui sont censées détourner le public russophone de ses chaînes de télévision russes préférées. Aujourd'hui, l'idée de lancer une nouvelle chaîne de télévision publique en langue russe a pu se réaliser en Estonie grâce à des fonds supplémentaires du budget de l'État accordés au groupe ERR pour lancer sa troisième chaîne de télévision, ETV+ en langue russe à l'automne 2015. Le slogan accompagnant le lancement de la chaîne affichait les visées d'un tel projet : «ETV+ lancé pour l'unité de l'Estonie ». Jusqu'alors, l'ERR diffusait deux chaînes de télévision (ETV et ETV2), ainsi que cinq chaînes de radio (Vikerraadio, Radio 2, Klassikaraadio, Radio 4, Raadio Tallinn) et avait une production limitée en langue russe. Après plus de deux décennies de débat politique sur la nécessité d'une chaîne de télévision en langue russe (Jõesaar et al., 2014), cette décision politique novatrice a plus été motivée par les événements en Ukraine et la vague croissante de propagande russe que prise sur la base de la reconnaissance des besoins d'information du groupe linguistique minoritaire. La question qui se pose n'est pas seulement celle de l'amélioration du système médiatique dans une société démocratique au service de tous les groupes de population, mais aussi celle des événements récents qui ont placé cette question dans le domaine de la sécurité nationale. En Estonie et dans les autres États baltes, l'influence de la propagande russe sur le public russophone est une préoccupation majeure. Les chaînes russes bannies de l'antenne en 2022 laissent

place à des sources d'information locales et nationales fiables et objectives diffusant dans les langues du public cible.

### **3. Le lancement de la chaîne russophone estonienne ETV+**

#### **3.1. Le contexte de la création d'ETV+**

Les autorités estoniennes cherchent depuis longtemps à protéger le pays des campagnes de désinformation pro-Kremlin et on constate qu'elles sont devenues plus actives à cet égard ces dernières années, en diversifiant leurs modes d'action. En 2015, le diffuseur public estonien (Eesti Rahvusringhaling, ou ERR) a lancé une chaîne de télévision spécialisée en langue russe appelée ETV+. Le gouvernement a également accéléré les mesures au lendemain de l'invasion massive de l'Ukraine par Moscou en 2022, en arrêtant la diffusion de plusieurs chaînes de télévision russes et en restreignant l'accès à certains sites web au motif qu'ils diffusaient de la propagande du Kremlin. Pour contrer de manière plus efficace les récits pernicieux, il a également augmenté les investissements dans le journalisme en langue russe.

Le projet d'ETV+ est de loin le plus ambitieux d'entre tous. Il prend racine vingt ans auparavant. En effet, l'ERR a une histoire mouvementée avec les programmes en langue russe. Au début des années 2000, le radiodiffuseur, alors soumis à des pressions budgétaires, a réduit son offre en russe. Pendant des années, sa seule production en langue russe a été un programme d'information peu regardé. En 2007, la discussion relative au lancement d'une chaîne de télévision de service public en langue russe a fait l'objet d'un débat parlementaire et a été incluse dans plusieurs plans de développement de la radiotélévision de service public après les violences du 27 avril, déclenchées par le déplacement du Soldat de bronze, un monument commémoratif de la Seconde Guerre mondiale situé dans le centre-ville de Tallinn. La décision politique en faveur de la chaîne de langue russe de la télévision estonienne n'était plus qu'à un pas et le public russophone était prêt à la regarder. Mais alors que les émeutes s'estompaient, le financement du projet s'est essoufflé et l'occasion d'associer les russophones à l'ERR, manquée. Le premier ministre de l'époque, Andrus Ansip, a déclaré qu'il était trop difficile de rivaliser avec les chaînes de télévision russes et que l'offre en langue russe de l'ERR se limiterait donc à la radio. Jusqu'en 2014, tous ces débats au niveau gouvernemental et parlementaire se sont terminés sans qu'aucune mesure de soutien n'ait été prise. Les décideurs en matière de médias étaient alors plutôt guidés par la volonté de garantir la préservation de la nation et de la langue estoniennes. Par conséquent, l'idée de lancer une chaîne de télévision de service public en langue russe a été critiquée par les pouvoirs politiques en place, qui

ont déclaré qu'une telle chaîne pourrait porter atteinte à la langue estonienne et ouvrir la voie à l'acquisition par le russe du statut de deuxième langue officielle. En 2014, lors d'un ultime débat, les arguments contre le lancement d'une chaîne de service public en langue russe étaient les suivants :

- Pour attirer un public russophone, il faut une programmation de haute qualité ;
- Un tel projet coûterait trop cher ; il n'y a pas de ressources financières supplémentaires suffisantes ;
- Quelle que soit la programmation, il n'est pas réaliste de s'attendre à ce qu'elle attire le public russe, en raison de la forte concurrence étrangère ;
- Le manque de journalistes/animateurs professionnels et d'autres personnels nécessaires à une production télévisuelle de haute qualité ;
- Une telle chaîne n'est pas nécessaire
- à long terme, tout le monde comprendra l'estonien et regardera donc les programmes estoniens ;
- Elle diminuera la motivation à apprendre l'estonien ;
- Si une propagande financée par l'État est nécessaire, ces programmes devraient être commandés à la première chaîne balte (PBK) et diffusés sur cette dernière.

Au cours des débats, la liste des arguments en faveur de la chaîne s'est raccourcie :

- La chaîne soutiendrait l'amélioration, le développement et le service de la citoyenneté sociale, politique et culturelle;
- Elle fournirait des informations adéquates et fiables à tous;
- Elle atténuerait les tensions entre les deux groupes ethniques ;
- Il permettrait d'équilibrer l'influence de Moscou et de réduire ainsi les risques pour la sécurité nationale.

Le quatrième argument a été ajouté à la liste pour la première fois après les événements de la Nuit de bronze en 2007. Le sujet a gagné en importance lors de la crise de Crimée en 2014.

Ce nouvel argument a finalement fait peser la balance du côté du pour et le gouvernement estonien a pris la décision historique, fin 2014, de soutenir financièrement le lancement d'une chaîne de télévision en langue russe dans le groupe d'ERR, l'audiovisuel public estonien. Un an plus tard, le 28 septembre 2015, la chaîne est diffusée à la télévision.

Lors de la campagne de lancement en 2015, les visées politiques ont été largement occultées par le discours officiel des représentants de la chaîne. Lors d'une conférence sur les médias

organisée par l'ERR en juin 2015, la rédactrice en chef d'ETV+, Darja Saar, chef de projet russe sans expérience des médias, a décrit les objectifs de la nouvelle chaîne : « Nous avons abandonné les règles classiques des médias dès le début, lorsque nous avons décidé que nous n'allions pas dire aux gens ce qui est bien ou mal. Au lieu de cela, nous suivons les souhaits des gens - ils en ont assez des mots et veulent des actes. Les objectifs communiqués par la chaîne et la rédactrice en chef étant de rétablir une connexion avec l'audience, au plus près du public cible en traitant des sujets du quotidien et en mettant en avant l'information locale. A la question « Quelle raison les russophones d'Estonie ont-ils de regarder ETV+? », Ainar Ruusaar, membre du conseil d'administration de l'ERR répond : « S'informer sur la vie ici, sur les questions importantes qui les touchent directement et qui influencent leur vie quotidienne. Cela va des impôts au recyclage des déchets, tout ce qui concerne tout le monde ici. Aucune chaîne russe ne parlerait du recyclage des déchets en Estonie, mais c'est quelque chose pour lequel les gens doivent payer. C'est donc un sujet qui ne doit pas seulement faire partie des actualités, mais qui peut également faire partie des programmes d'analyse et d'infodivertissement. Je pense que c'est une raison suffisante pour qu'ils regardent ETV+. Il s'agit d'un projet de mission à long terme qui transmet des informations objectives en russe. Il n'en existe pas beaucoup dans le monde ». Pourtant d'autres éléments n'ont cessé de nous rappeler que la question des médias russophones en Estonie est éminemment politique. Dès sa création, la chaîne et son rédacteur en chef ont fait l'objet d'un examen international minutieux, remarqué par des organismes tels que la BBC et Reuters. La conférence de presse d'avant-lancement a été émaillée de questions politiques, allant même jusqu'à l'exclamation en russe « à qui appartient la Crimée ? » La rédactrice-en-chef, s'est distanciée de la politique en déclarant qu'ETV+ avait pour principal objectif de ne pas laisser les téléspectateurs indifférents. « Que les téléspectateurs soient Estoniens ou Russes, ils ont besoin de sentir que tel sujet les touche, qu'ils font partie de cette société », a souligné Mme Saar. « C'est ce que j'ai demandé à mes rédacteurs : lorsque vous parlez, parlez de ce qui touche les gens ». La ligne éditoriale est donc de faire appel aux émotions et à ce qui réunit les Estoniens et les non-Estoniens. Le nom « ETV+ » a été choisi parmi 360 propositions, a annoncé Darja Saar, directrice de la nouvelle chaîne. Lors du choix du nom, l'accent a été mis sur la simplicité et la convivialité, quelle que soit la nationalité des téléspectateurs. Le signe « + » devrait indiquer que la chaîne représente le nouveau multimédia qui serait différent de la télévision traditionnelle. « Le signe « + » dans le nom symbolise la synergie et le développement positif », a déclaré Ainar Ruusaar, membre du conseil d'administration de l'ERR. Ce nom communique une vision de société inclusive, un idéal de cohésion sociale.

Mme Saar a admis qu'avant le lancement, la nouvelle chaîne avait suscité des réactions à la fois négatives et positives, beaucoup exprimant leur scepticisme quant à sa capacité à attirer les téléspectateurs russes. Les sceptiques affirment qu'avec son budget minuscule il est difficile de

rivaliser avec les chaînes de télévision russes, qui disposent de ressources bien plus importantes. Bien que certains médias étrangers l'aient décrit comme un outil de propagande de l'Estonie contre le Kremlin, l'ERR et les rédacteurs d'ETV+ ont rejeté ces hypothèses. Il n'en reste pas moins que la plupart des Russes ethniques d'Estonie suivent les chaînes de télévision russes, dont certaines soutiennent la vision du « monde russe » du Kremlin. À la suite de la guerre en Crimée et des événements en Ukraine, le gouvernement estonien et le public en général s'inquiètent de plus en plus de l'alignement de la population russe locale. ETV+ tentera de jouer son rôle en aidant à impliquer davantage la population russophone locale et en veillant à ce qu'elle ait une image adéquate de la société estonienne. «L'objectif est de permettre aux russophones d'Estonie d'atteindre d'autres russophones du pays et de leur présenter différents aspects de la vie en Estonie», a déclaré Mme Saar avant le lancement de la chaîne. Je ne pense pas que nous puissions rivaliser avec les grandes chaînes russes en termes de divertissement, et je ne pense pas que ce soit notre objectif, mais ce que nous pouvons offrir, c'est une information vérifiée et diversifiée, basée sur des faits. Nous pouvons offrir une analyse des événements et des situations en Estonie et à l'étranger, et lorsque nous parlons de divertissement, je pense que nous parlons plutôt d'infodivertissement dans un contexte estonien. »

À travers cette concurrence avec les chaînes russes se joue la bataille pour le contrôle de la narration dans laquelle le gouvernement estonien joue également un rôle actif. En effet, le lancement d'ETV+ a été motivé par la volonté de fournir aux russophones du pays des informations sur l'actualité estonienne, mais aussi de donner un autre point de vue sur les événements et les conflits internationaux. « Je pense que l'Estonie fait ce qu'il faut, car si l'on veut atteindre une minorité, il faut lui parler dans sa propre langue et investir dans ce média », a déclaré Ekaterina Taklaja, rédactrice en chef d'ETV+. Par exemple, lorsque le gouvernement estonien a décidé de retirer de Narva, en août 2022, un monument commémoratif de la Seconde Guerre mondiale datant de l'ère soviétique, un talk-show sur ETV+ a cherché à créer un débat ouvert sur la question. M. Taklaja a expliqué : « Nous avons invité non seulement des représentants de l'État, des historiens, différents experts mais aussi des représentants de la communauté locale qui vivent à la frontière avec la Russie. Ils ont simplement parlé de ce que les gens pensent de cette affaire et de la manière dont la communication du gouvernement aurait pu être différente ou de ce qui aurait dû être fait différemment ». Cependant, fournir une plateforme avec une couverture nuancée n'est pas un exploit facile pour un média desservant une population divisée par une géopolitique tendue, en particulier depuis l'invasion de l'Ukraine. En lançant ETV+, un concurrent populaire en langue russe des chaînes de télévision soutenues par Moscou, il décide enfin d'endosser ce rôle et exprime clairement son refus de laisser les russophones d'Estonie dans la sphère d'information du Kremlin.

Au lendemain de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine fin février, l'Estonie interdit quatre chaînes russes et une chaîne biélorusse. Le ministère estonien des affaires étrangères expulse trois membres du personnel de l'ambassade russe pour «atteinte à la sécurité de l'Estonie et diffusion de propagande justifiant l'action militaire de la Russie» Selon une enquête, les chaînes russes telles que PBK et son *Novosti Estonii* ainsi que RTR Planeta étaient encore considérées comme plutôt fiables par le public russophone d'Estonie en 2020. Les téléspectateurs ont été attirés par les médias russes principalement en raison de leur contenu divertissant, de leur facilité d'accès et du manque d'alternatives. Toutefois, le principal journal télévisé de la chaîne russe ETV+ est devenu le programme d'information le plus fiable auprès de la population russophone. Et les chaînes russes ont été bannies dès février 2022. Dans la lutte contre la propagande russe, l'Estonie peut également compter sur ses alliés européens. Le ministre allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a annoncé que l'Allemagne aiderait l'Estonie à faire contrepoids. Les mesures spécifiques comprennent le soutien au développement des services télévisés et en ligne de l'ERR en russe, et le partage des programmes télévisés et en ligne de la Deutsche Welle en russe pour l'ERR.

### 3.2. Les programmes

Au lancement de la chaîne en 2015, l'agenda des programmes avait déjà mis au point la programmation qu'on retrouve aujourd'hui. Il prévoyait la diffusion de deux programmes d'une heure par jour, en plus des informations, des émissions et des films achetés à d'autres producteurs. À cet effet, une station de télévision travaille en continu, avec 20 heures de temps d'antenne quotidien, dont neuf programmes propres uniques. Le lundi, ETV+ commence à 6h55 avec le programme matinal *Kofe+*. Le prime time du soir est présenté à 19h00 par Anna Saproneko et Andrei Titov avec le programme de divertissement, suivi à 20h00 par le journal télévisé *Aktualnaia kamera* en russe (la version russe du programme *Aktuaalne kaamera* diffusé sur la première chaîne télévisée d'Estonie ETV, appartenant également au groupe ERR). La chaîne propose par la suite des programmes portant sur l'Estonie, au plus près des téléspectateurs. Elle propose aussi des programmes originaux comme la série documentaire *90.ee*, et des émissions-débats *Oma pästja* et *Kes keda*. La chaîne produit également une émission de journalisme d'investigation *Инсайт*, animée par une journaliste russe de Postimees, Olesja Lagašina, un programme de cuisine *Фухт Meat*, ainsi qu'une émission culturelle une émission de discussion sur la vie quotidienne, un jeu télévisé et l'émission d'auteur de l'artiste de mode Oksana Tandit. En termes d'audience télévisuelle, pour attirer un public plus âgé, habitué aux grands divertissements et à l'infotainment proposés par les chaînes de télévision russes, la chaîne a commencé à proposer ses propres programmes destinés à cette tranche de téléspectateurs. Pour l'instant, le programme nommé *Зеркало*, qui traite de sujets

quotidiens et de problèmes que les personnes âgées peuvent rencontrer dans leur vie de tous les jours, est très populaire. On trouve aussi du sport et des films, des classiques ou des dernières nouveautés du cinéma russe. Enfin, la chaîne produit et diffuse des émissions de voyage qui donnent à découvrir les différents comtés d'Estonie ainsi que des émissions culturelles et des programmes qui abordent des questions sociales et organisent des débats sur des sujets d'actualités comme « *Kmo kozo?* ». Comme l'exige la loi, tous les programmes sont sous-titrés en estonien, permettant à la population estonophone de suivre la chaîne. Comme d'autres chaînes publiques, ETV+ diffuse les grands événements, qu'il s'agisse de jours fériés ou d'événements sportifs et culturels internationaux, du football à l'Eurovision. Les matchs de la Coupe du Monde de la FIFA 2018 ont attiré la plus grande audience de tous les temps sur ETV+, et le discours du Nouvel An du Président de la République d'Estonie les suit de près.

Il est intéressant d'analyser la présentation de l'actualité du journal de 20h, *Aktualnaia kamera*. Il couvre tant l'actualité internationale que locale, les sujets de prédilection, revenant quasi quotidiennement, étant la Russie, l'Ukraine, l'OTAN et l'Europe. En accord avec la politique nationale, ces thèmes sont abordés de façon pro-européenne et pro-ukrainienne. L'accent est mis sur la question militaire, la coopération européenne, le soutien à l'Ukraine et la menace d'une guerre avec la Russie. La chaîne aborde souvent des questions de politique intérieure russe. Hormis les reportages sur l'actualité estonienne, on peut affirmer que la majeure de l'émission est « russo-centrée ».

La chaîne s'empare également des questions mémorielles qui ont souvent divisé la population entre Estoniens ethniques et Russes. Elle profite des commémorations nationales comme le jour de la victoire estonien ayant lieu le 21 juin, pour raconter les événements clefs de la quête d'indépendance du pays et le replacer au centre de son histoire nationale. La question du passé soviétique est souvent traitée à travers des reportages sur les monuments commémoratifs comme celui de Maarjamae, symbole de l'occupation russe en Estonie. Au cours de débats présentant le « pour » et le « contre » sont abordés les divisions et les enjeux sécuritaires entourant ce sujet. La chaîne diffuse régulièrement des films ou des documentaires sur son passé soviétique, par exemple, le film estonien « Les héros », une comédie d'action se déroulant dans les années 1980. Trois Estoniens fuient l'Union soviétique pour vivre une belle vie dans le monde libre qu'ils ont vu dans les séries télévisées américaines. Arrivés en Suède, ils sont perçus par les Occidentaux comme de véritables héros qui ont franchi le rideau de fer. Ils finissent par se heurter à la réalité : ce ne sont que d'ordinaires émigrés et ils vont devoir travailler pour se nourrir. Le jour de l'Indépendance, à l'occasion de l'anniversaire de la République d'Estonie, le 24 février, la chaîne a diffusé « Les Sœurs

du Golfe de Finlande», le documentaire d'Imbi Paju sur la coopération d'avant-guerre entre les femmes estoniennes et finlandaises qui a commencé dans les années 1920, interrompue par la Seconde Guerre mondiale et l'occupation de l'Estonie par L'Union Soviétique. Les souvenirs des femmes estoniennes et finlandaises sont illustrés par des documents d'archives qui caractérisent la montée du totalitarisme en Europe dans les années 1930, le déclin de la démocratie et la soumission des gens à une psychose de masse. Ces œuvres racontent toutes les deux l'histoire de l'Estonie à travers les destins, fictifs ou non, d'Estoniens qui se sont battus, à leur manière, contre le joug soviétique. Ainsi, la chaîne met la lumière sur un thème prédominant dans la société estonienne : la lutte pour l'indépendance du pays.

### **3.3. Les financements**

En 2015, le budget alloué à ETV+ s'élevait à 3,6 millions d'euros. Pour son lancement, la chaîne employait déjà une équipe de plus de cent personnes supervisée par la rédactrice-en-chef Darja Saar. En 2024, le budget d'ETV+ est de 2,7 millions d'euros. En comparaison avec les deux autres chaînes d'ERR, le budget d'ETV, la chaîne la plus regardée en Estonie, s'élève à 7,2 millions d'euros quand celui d'ETV2 est d'à peine 800 000 euros. Il est intéressant de noter que l'audience d'ETV est six fois supérieure à l'audience d'ETV+ et que le budget alloué à ETV est trois fois supérieure à celui d'ETV+. Cet écart montre que l'État estonien est prêt à investir massivement pour la nouvelle chaîne dédiée au public russophone. Malgré ces efforts, le marché estonien reste dérisoire. À titre de comparaison, le budget de l'audiovisuel public français dépassait pour la première fois la barre des 4 milliards d'euros en 2023. Au niveau de l'UE, il n'existe pas de mécanismes contraignants dictant le niveau de financement minimum qu'un État membre doit garantir aux services audiovisuels publics. Les décisions concernant la mission, le modèle de financement et le niveau de financement des radiotélévisions de service public sont laissées aux États membres. Ainsi, il est clair que sans le soutien de l'Union Européenne, le service public de l'audiovisuel estonien ne dispose pas des fonds nécessaires pour atteindre la même position de puissance et de légitimité que les chaînes publiques d'Europe de l'Ouest et des pays nordiques. Dans ces circonstances, l'UE devrait pouvoir garantir que les radiotélévisions de service public ne sont pas sous-financées. Car en cas de sous-financement, il est clair que les missions du service public pourraient ne pas être remplies et que les droits des minorités à recevoir un contenu démocratique et pluraliste pourraient ne pas être protégés.

### 3.4. Les impacts sur le champ médiatique et l'influence sur l'opinion

La question de recherche centrale de cette partie est d'évaluer le rôle que les médias du service public ont joué en tant que facteur d'unification des deux champs d'information linguistiques de 2014 à 2019 et d'analyser la position de la l'audiovisuel public estonien (ERR). Ainar Ruusaar, membre du conseil d'administration de l'ERR, a souligné qu'ETV+ était un projet à long terme visant à améliorer la société estonienne et qu'il ne s'agissait pas de faire de l'audimat. Afin de ne pas mettre cette mission en péril, la chaîne se doit pourtant de rassembler une part d'audience significative. Les visées d'ETV+ en termes d'audience d'ici la fin de l'année 2016 étaient les suivantes :

- 75 % des russophones vivant en Estonie connaîtront l'existence de la chaîne ;
- 50 % du groupe cible la regardera pendant au moins 30 minutes par semaine ;
- 65% des russophones d'Estonie auront regardé la chaîne au moins une fois au cours du dernier semestre ;
- 65% des téléspectateurs réguliers la considèrent comme digne de confiance ou plutôt digne de confiance.

Dans le contexte des tensions grandissantes entre la Russie et l'Europe dans le domaine de l'information, cette partie analyse l'importance et la fiabilité des sources d'information primaires des deux principaux groupes linguistiques - l'estonien et le russe - dans le paysage audiovisuel estonien. L'analyse suivante est principalement basée sur des données provenant d'enquêtes originales conçues par l'auteur et réalisées par le centre TNS Emor/ Kantar Emor en 2014, 2017 et 2019. En outre, les données de la recherche de SaarPoll en 2014, les statistiques de Estonian Statistics de 2014 à 2020, les données sur les audiences télévisuelles de TNS Emor/ Kantar Emor entre 2014 et 2020 et les données de Turu-uuringute AS (2010) ont été utilisées. Des indicateurs hebdomadaires d'activité et d'activité ont été choisis pour comparer les tendances des médias (portée hebdomadaire des chaînes de télévision, fréquence d'utilisation «au moins plusieurs fois par semaine», etc.) Pour la comparaison des données, l'échantillon comprend des résidents estoniens âgés de 15 à 74 ans. En ce qui concerne l'utilisation de la langue, différentes études ont utilisé deux critères : la nationalité et la langue parlée à la maison. Cette étude adopte la même approche, en définissant ces critères comme les Estoniens et la langue estonienne, et les Russes et la langue russe. Depuis le lancement d'ETV+, qui vise à atteindre un public russophone, jusqu'en mai 2017, l'analyse des premiers mois de fonctionnement montre que la portée hebdomadaire d'ETV+ parmi les russophones augmente

régulièrement et a atteint 40 %. Environ 10 % des Estoniens regardent également ETV+ chaque semaine. La part du temps d'écoute est respectivement de 0,4 % et de 1,5 %. On peut donc dire qu'ETV+ intéresse les deux communautés et qu'une partie relativement importante du public russe a découvert ETV+. En outre, la portée hebdomadaire d'ETV+ parmi les jeunes russophones est plus élevée que parmi leurs homologues estoniens. Lorsque nous comparons le nombre de téléspectateurs entre le 28 septembre et le 31 mai 2017 avec la même période en 2015, nous constatons qu'un changement positif s'est produit dans l'écoute de toutes les chaînes de télévision de la radiodiffusion publique estonienne. On peut dire que la tendance à la baisse des chaînes de télévision publiques estoniennes entre le 1er janvier 2006 et le 27 septembre 2015 s'est inversée après le lancement d'ETV+, ce qui a probablement eu un impact positif sur l'audience d'ETV et d'ETV2. La portée hebdomadaire est considérée comme un critère important pour calculer le potentiel d'une chaîne de télévision à attirer le public. Le deuxième critère est la part de temps d'écoute. La part de temps d'écoute d'ERR parmi le public âgé de plus de 4 ans est supérieure à 18%, parmi les Estoniens ce chiffre atteint 26%, mais, avant le lancement d'ETV+, il était d'environ 0,5% parmi les russophones. ETV+ a eu du succès - en mai 2017, elle a gagné 1,7 % de la part du temps d'écoute et toutes les chaînes de télévision ERR ont atteint 2,2 %. Dans le même temps, la part des cinq principales chaînes de télévision russes a diminué, passant de 56,3 % lors de la saison 2014-2015 à 51,3 % en 2017 (Kantar Emor 2017). En examinant les préférences médiatiques des deux communautés linguistiques, le changement le plus important pour les Estoniens ethniques est l'affaiblissement de la position des chaînes privées nationales et l'augmentation de la popularité de l'ERR. Les chaînes de télévision russes n'ont jamais attiré les Estoniens ethniques - leur portée hebdomadaire moyenne a été d'un modeste 5 %, tandis que leur part d'audience a été d'environ 1 %. Dans la communauté russophone, les changements dans l'écoute de la télévision ont été beaucoup plus importants. Traditionnellement, la majorité des russophones regardent les chaînes de télévision russes. Toutefois, l'audience des principales chaînes de télévision russes (RTR, NTV et *Pervyi Baltiiskii Kanal* [PBK]) a récemment diminué de manière significative, passant d'une audience hebdomadaire moyenne de plus de 70 % des ménages téléspectateurs en 2010 à moins de 40 % en 2021. Le changement le plus important a été l'inclusion du service public estonien ETV+ dans les préférences des russophones. Cinq ans après son lancement, la portée hebdomadaire d'ETV+ est similaire à celle des principales chaînes de télévision russes, soit environ 30 %. Jusqu'en 2015, la proportion de russophones qui s'informaient auprès des chaînes de télévision de service public estoniennes était proche de 10 %. D'ici 2021, l'audience des chaînes de service public aura triplé. Toutefois, il convient de noter qu'ETV+ reste derrière les chaînes russes en termes de part totale d'audience. L'évaluation de l'importance des chaînes d'information en 2019 était relativement similaire aux résultats de 2014, mais certains changements importants se sont produits au cours des

cinq dernières années. Le changement positif le plus important étant la montée d'ETV+ en tant que chaîne d'information la plus importante pour les audiences russophones, plus d'un cinquième de la communauté russophone a considéré ETV+ comme la source d'information la plus importante après les amis, les connaissances et les collègues. Les chaînes de télévision russes, qui occupaient la première place cinq ans auparavant, ont perdu de leur importance. Cette évolution est conforme aux tendances d'écoute des chaînes de télévision analysées.

Non seulement les habitudes des téléspectateurs ont radicalement changé en seulement quelques années, leur opinion concernant le service public de l'audiovisuel estonien se montre nettement plus favorable. Trois enquêtes ont demandé à des individus d'évaluer, sur une échelle de 1 à 10,5 l'importance qu'ils accordent à la radiodiffusion publique estonienne pour la société estonienne. Les données des enquêtes de 2014, 2017 et 2019 montrent que les Estoniens considèrent la radiodiffusion publique comme une institution très importante pour l'Estonie. Ces données correspondent bien aux évaluations de la fiabilité des sources d'information mentionnées plus haut. Alors que le nombre d'Estoniens ayant donné une note de 8 à 10 est resté relativement stable, les données des deux dernières études montrent que l'évaluation de l'ERR par les Russes est devenue significativement plus positive. Selon les données de l'étude de 2019, 45 % des russophones considèrent que le service public de radiodiffusion est très important pour l'Estonie, contre 35 % en 2014. En appliquant la théorie du «*Net Promoter Score*» (NPS) de Reichheld (2003) pour comprendre ces données, nous pouvons conclure que l'ERR est une institution qui fonctionne bien et dont les perspectives d'avenir sont sûres, selon les estimations des deux communautés linguistiques. En 2014, l'évaluation positive de l'ERR par les non-Estoniens représentait presque la moitié de celle des Estoniens. Cinq ans plus tard, cet écart s'est considérablement réduit (cf. figure 4).

<i>Year</i>	<i>Estonian</i>	<i>Non-Estonian</i>
2014	47.9%	22.5%
2017	43.5%	37.2%
2019	44.3%	36.9%

**Figure 4.** Quelle est l'importance de ERR pour l'État estonien ? Source : Andres Jõesaar (2019)

Ensuite, nous examinons l'évaluation par les citoyens des activités du service public de l'audiovisuel. Comme les réponses à ces questions ne diffèrent pas de manière significative d'une

année à l'autre, nous n'examinerons que les années les plus éloignées, c'est-à-dire 2014 et 2019. Parmi les répondants qui ont exprimé leur opinion dans l'enquête de 2019, la plupart ont évalué positivement le service public estonien, sauf pour les questions de «diversité des opinions», de «couverture équilibrée» et de «neutralité». Dans ces catégories, l'attitude plutôt sceptique de certains répondants était perceptible. Toutefois, par rapport à l'enquête réalisée cinq ans plus tôt, les résultats se sont quelque peu améliorés. Ceci est particulièrement pertinent dans le cas des répondants de langue russe (cf. figure 5). Le tableau montre que l'évaluation des répondants russophones qui avaient une opinion sur la question est devenue nettement plus positive. Les évaluations des répondants de langue estonienne en 2019 sont un peu plus critiques. Il faut cependant préciser que ces différences sont marginales et restent dans la marge d'erreur statistique (+/- 3%).

	<i>Very good</i>	<i>Mostly good</i>	<i>Neither good nor bad</i>	<i>Mostly bad</i>	<i>Very bad</i>	<i>Don't know</i>
<b>Russian-speakers</b>						
Thoroughness	1.9%	4.8%	-14.2%	-1.0%	-0.4%	8.9%
Neutrality	2.7%	8.1%	-12.5%	-6.0%	-0.7%	8.3%
Balanced reporting	1.3%	5.4%	-15.3%	-2.4%	-0.9%	11.9%
Diversity of views	0.7%	3.9%	-9.3%	-3.3%	-0.4%	8.5%
Professionalism	8.9%	-4.8%	-8.9%	-2.3%	-0.2%	7.2%
<b>Estonian-speakers</b>						
Thoroughness	-0.6%	-1.3%	1.7%	-0.1%	0.3%	0.0%
Neutrality	0.7%	-3.8%	-0.6%	2.1%	0.5%	1.1%
Balanced reporting	1.3%	-1.5%	-0.8%	1.7%	0.6%	-1.3%
Diversity of views	0.9%	-4.8%	1.0%	1.9%	0.6%	0.4%
Professionalism	-1.3%	0.3%	1.0%	0.5%	0.2%	-0.6%

**Figure 5.** Le changement en pourcentage de l'évaluation des activités de ERR en 2019 versus en 2014. Source : Andres Jõesaar (2019)

D'après les analyses susmentionnées, l'inclusion de la population russophone dans le domaine de l'information estonienne s'est améliorée. La chaîne de télévision de service public ETV+ a grandement contribué à créer un lien entre deux communautés linguistiques et à enrichir les champs d'information des publics russophones. Les cinq années de développement entre 2014 et 2019 semblent avoir été couronnées de succès. Selon l'évaluation des citoyens, l'activité d'ERR est professionnelle, approfondie, exprime des opinions diverses et est équilibrée et neutre. Dans l'ensemble, les médias de service public se sont imposés comme la source d'information la plus importante et la plus fiable. Après l'introduction d'ETV+, l'importance et la fiabilité de l'ERR ont

augmenté de manière significative dans la communauté russophone. Le nombre de téléspectateurs hebdomadaires d'ETV+ a augmenté d'année en année, pour atteindre près de 40 % au printemps 2021. L'étude de suivi de l'intégration en 2020 confirme également que la crédibilité d'ETV+ a augmenté de manière significative. Si, en 2017, l'importance d'ETV+ dans son ensemble parmi le public russophone était de 43 %, elle était déjà de 55 % en 2020. Dans le même temps, l'importance du principal programme d'information en langue russe *Aktualnaia Kamera* en russe sur ETV+ a atteint 64 % (Seppel, 2020). Cela signifie qu'une proportion croissante de la communauté russophone est engagée dans le domaine de l'information de l4+ audiovisuel publique. Dans le même temps, la popularité des plus grandes chaînes de télévision russes a diminué, bien qu'elles restent des sources d'information importantes pour une partie de la communauté russophone et qu'elles détiennent toujours une part de marché considérable. Nous pouvons conclure que le lancement d'ETV+ a eu un impact positif, en élargissant l'«empreinte» de la radiodiffusion de service public et, ce faisant, en espérant amener deux communautés linguistiques dans un champ d'information commun et unifié.

On remarque que deux événements ont bouleversé d'une part, les habitudes des téléspectateurs, et d'autre part, le champ médiatique estonien. Premièrement, la crise du Covid-19 en 2020 et le confinement de l'ensemble de la population a fait grimper l'audimètre en Estonie de manière particulièrement frappante. Ainsi, le nombre quotidien de téléspectateurs d'ETV+ a doublé pendant l'état d'urgence. Pour la population russophone, ETV+ est devenue une source d'information importante. C'est l'audience des informations en langue russe qui a particulièrement augmenté en cinq ans : lors de la saison d'ouverture en 2015, *Aktualnaia kamera* a été regardée par 6 000 personnes en moyenne chaque jour, au printemps 2020, ce chiffre était de 23 000. Le record d'audience pendant le confinement étant de 43 000 téléspectateurs . L'émission d'information, devenue pour beaucoup un compagnon quotidien au printemps, a également démarré avec succès à l'automne 2020 : en septembre, en moyenne, 22 000 personnes ont regardé l'émission en russe sur la chaîne ETV+. Sur la base des indicateurs Kantar Emor TV pour la période janvier-août 2020, ETV+ a touché en moyenne 358 000 téléspectateurs par mois. La chaîne a la couverture la plus élevée parmi la population russophone d'Estonie, 29 % des non-Estoniens considèrent ETV+ comme la chaîne médiatique la plus fiable. «ETV+ est aujourd'hui la chaîne de télévision en langue russe avec la plus grande couverture en Estonie et nous sommes la chaîne médiatique en langue russe la plus fiable en Estonie. Nous pouvons être très fiers de ces deux choses», s'est félicité la rédactrice en chef Ekaterina Taklaja. à l'occasion du cinquième anniversaire de la chaîne. L'évènement majeur qui a complètement métamorphosé le champ médiatique estonien demeure l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022. L'un des principaux

concurrents d'ETV+ étant la chaîne de télévision russe PBK. En octobre 2021, elle a capté 21 % du temps d'antenne des non-Estoniens dans le pays (TNS Emor). Cette chaîne leader a désormais disparu de l'antenne depuis que les États baltes ont décidé de changer drastiquement le paysage médiatique en imposant une interdiction nationale sur les chaînes de télévision en langue russe. Cette interdiction a été mise en place par l'Autorité de régulation technique et de protection des consommateurs au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie à la fin du mois de février 2022. Expirées un an plus tard, les nouvelles sanctions sont désormais rattrapées par une sanction à l'échelle de l'UE, ce qui signifie que le résultat est le même. Au total, 50 chaînes de télévision ne peuvent être diffusées en Estonie pour une raison ou une autre, qu'il s'agisse de sanctions financières ou du contenu de la chaîne. En octobre 2022, Pour les Estoniens, le temps passé à regarder la chaîne de télévision était principalement réparti entre ETV (22,6%), Kanal 2 (14,8%) et TV3 (9,0%), et pour les non-Estoniens ETV+ (8,3%), 1+2 (3, entre 6%) et Kanal 7 (2,2%). L'effet des sanctions envers les chaînes russes a profité à ETV+ : en moins d'un an, l'audience de la chaîne a doublé. En octobre 2021, la chaîne ETV+ occupait 1,5 % de part de marché total, et en juin 2022, 2,9 %. Alors qu'en février 2022, 33 % de la population d'autres nationalités (que l'estonienne, c'est-à-dire en pratique une majorité écrasante de russophones natifs) choisissait la télévision russe comme l'une des trois chaînes d'information les plus importantes, en février de cette année (2023), ce chiffre n'était plus que de 11 %. En conclusion, les efforts et investissements du service public ERR, couplés aux répercussions de la crise du Covid-19 et de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, ont achevé de réunir les deux communautés linguistiques dans une même sphère d'information et constituent une base solide pour permettre au pays de construire le commun entre Russes et Estoniens.

## Conclusion

Avant l'apparition de la chaîne ETV+, la minorité russophone en Estonie vivait dans une sphère informationnelle isolée, souvent en opposition avec les valeurs et les perspectives des médias estoniens. Cette isolation a contribué à renforcer les divisions au sein de la société estonienne, rendant difficile l'intégration des russophones dans le cadre national estonien. Le lancement de la chaîne ETV+ par le gouvernement estonien en 2015 a marqué un tournant significatif dans cette dynamique. Dans un contexte de guerre de l'information avec la Russie, la captation des russophones dans la sphère d'influence médiatique estonienne est apparue comme un enjeu sécuritaire crucial. La création d'ETV+ visait à offrir aux russophones une alternative fiable et attrayante aux médias russes, en diffusant des contenus qui reflètent les valeurs démocratiques et les réalités de la société estonienne. Couplé aux sanctions imposées aux chaînes russes, le lancement d'ETV+ s'est révélé efficace. Les audiences de la chaîne montrent que les téléspectateurs russophones ont largement adhéré au projet. Cette adhésion traduit non seulement une ouverture à des perspectives nouvelles, mais aussi un premier pas vers la réduction des fractures informationnelles au sein de la société estonienne. Au-delà des questions sécuritaires, ETV+ crée un espace d'échange et de dialogue, permettant de construire un commun dans une société scindée en deux. En abordant des sujets d'intérêt commun et en permettant l'échange et le débat entre les communautés, la chaîne favorise une meilleure compréhension mutuelle et renforce le sentiment d'appartenance à une même société. L'exemple d'ETV+ montre qu'il est possible de contrer la propagande russe et de renforcer la cohésion nationale par des initiatives médiatiques bien conçues. En intégrant les minorités linguistiques dans un champ informationnel partagé, l'Estonie peut réduire la vulnérabilité de sa population à la désinformation et consolider sa démocratie. Ce modèle pourrait servir d'inspiration à d'autres pays confrontés à des défis similaires, soulignant l'importance des médias comme vecteurs de paix sociale et de résilience démocratique. En conclusion, ce mémoire a démontré que, malgré les défis posés par la guerre de l'information et les divisions historiques, il est possible de construire un espace informationnel commun et inclusif. Ainsi, les médias peuvent devenir des outils puissants pour promouvoir l'unité et la compréhension mutuelle dans une société diversifiée comme celle de l'Estonie.

## Bibliographie

- Aavik, M., Kuulpak, K. & Seppel, A. (2020, March 28). Postimehe analüüs: kriisi juhtimise esimesed kaks nädalat. *Postimees*.
- Ajir, M. & Vaillant, B. (2018). Russian Information Warfare: Implications for Deterrence Theory. *Strategic Studies Quarterly*, 12(3), 70–89.
- Alla, H. ETV+ launched for oneness of Estonia. 25 Septembre 2015, [consulté le 3 janvier 2024]. Disponible sur : <https://news.postimees.ee/3340779/etv-launched-for-oneness-of-estonia>
- Anderson, B. (1983). *Imagined communities*. Verso Books.
- Bērziņa, I., Cepurītis, M., Kaljula D. & Juurvee, I. (2018). Russia's Footprint in the Nordic-Baltic Information Environment 2016/2017. Riga: NATO Strategic Communications Centre of Excellence.
- Chakars, J. & Ekmanis, I. (2022). *Information Wars in the Baltic States : Russia's Long Shadow*. Springer Nature.
- Champonnois S., de Labriolle F. (1997). *l'Estonie : Des Estes aux Estoniens—Persée*. (s. d.).
- Cormack, M. (2007). The Media and Language Maintenance. In M. Cormack, & N. Hourigan (Eds.), *Minority Language Media: Concepts, Critiques and Case Studies* (pp. 52-68). Multilingual Matters Ltd..
- Cormack, M. (1998). Minority Language Media in Western Europe: Preliminary Considerations. *European Journal of Communication*, 13(1), 33-52.
- Dautancourt, V. (2008). Les minorités russes en Estonie : unité et diversification. *Hérodote*, 128(1), 2008, 73-85.
- Deuze, M. (2006). Participation, Remediation, Bricolage: Considering Principal Components of a Digital Culture. *The Information Society*, 22(2), 63–75. <https://doi.org/10.1080/01972240600567170>
- Dortier, J. (2016). *La Communication: Des relations interpersonnelles aux réseaux sociaux*. Éditions Sciences Humaines. <https://doi-org.faraway.parisnanterre.fr/10.3917/sh.dorti.2016.02>
- ERR. (2023). *Eesti Rahvusringhäälingu eelarve 2024* [Budget de la Société nationale de radiodiffusion estonienne 2024]. [https://files.err.ee/info/ERR%20eelarve%202024\\_kinnitatus.pdf](https://files.err.ee/info/ERR%20eelarve%202024_kinnitatus.pdf)
- Estonian Public Broadcasting Act (2007). RT I 2007, 10, 46.
- Estonian Statistics (2016). <https://www.stat.ee/34267>
- Fallis, D. (2014). The Varieties of Disinformation. In *Synthese Library* (pp. 135-161). (Synthese Library; Vol. 358). Springer Science and Business Media B.V.. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-07121-3\\_8](https://doi.org/10.1007/978-3-319-07121-3_8)
- Hoskins, A., & O'Loughlin, B. (2015). Arrested war: the third phase of mediatization. *Information, Communication & Society*, 18(11), 1320–1338. <https://doi.org/10.1080/1369118X.2015.1068350>
- Jakobson, V. (2002). *Role of the Estonian Russian-language Media in the Integration of the Russian-speaking Minority into Estonian Society* [dissertation académique, Université de Tampere]. <https://trepo.tuni.fi/bitstream/handle/10024/67197/951-44-5313-1.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- Jõesaar, A. (2017). DAY AFTER: THE IMPACT OF THE LAUNCH OF THE RUSSIAN-LANGUAGE TELEVISION CHANNEL ETV+ ON ESTONIAN PUBLIC BROADCASTING'S VIEWING TRENDS. *Communication. Media. Design*.
- Jõesaar, A. (2015). Polarised television audiences. The outcomes of the Estonian and European audiovisual media policies. *JOURNALISM RESEARCH*. 9. 5-16. 10.15388/zt/jr.2015.8.8840.
- Jõesaar, A. (2015). One Country, Two Polarised Audiences: Estonia and the Deficiency of the Audiovisual Media Services Directive. *Media and Communication*, 3(4), 45-51. doi:<https://doi.org/10.17645/mac.v3i4.383>

- Jufereva, M. et Lauk, E. (2015). Minority language media and journalists in the context of societal integration in Estonia. *Medijske Studije*, 6(11), 51-66. [http://hrcaak.srce.hr/index.php?show=clanak&id\\_clanak\\_jezik=205844](http://hrcaak.srce.hr/index.php?show=clanak&id_clanak_jezik=205844)
- Jufereva, M. & Lauk, E. (2015). Minority Language Media and Journalists in the Context of Societal Integration in Estonia. *Medijske Studije*. 6. 51-66.
- Kachuyevski, A. (2017). The “Russian World” and the Securitization of Identity Boundaries in Latvia. 10.1057/978-1-352-00014-6\_10.
- Kantar Emor. Teleauditooriumi ülevaade oktoobris 2022 [Les audiences télévisuelles en octobre 2022]. 9 novembre 2022. [consulté le 4 janvier 2024] Disponible sur : <https://www.kantaremor.ee/pressiteated/teleauditooriumi-ulevaade-oktoobris-2022/>
- Lanoszka, A. (2019). Disinformation in international politics. *European Journal of International Security*, 4(2), 227–248. doi:10.1017/eis.2019.6
- Lauristin, M., Vihalemm, P., Ainsaar, M., & Heidmets, M. (Eds.) (2011). Estonian human development report 2010/2011. Tallinn: Eesti Koostöö Kogu
- Maigret, É. (2015). Chapitre 2 - Le tournant manqué d’une science sociale de la communication: Les pères fondateurs et la question des médias. Dans : , É. Maigret, *Sociologie de la communication et des médias* (pp. 29-46). Paris: Armand Colin. <https://doi-org.faraway.parisnanterre.fr/10.3917/arco.maigr.2015.01.0029>
- Reichheld, F. (2004). The One Number you Need to Grow. *Harvard business review*. 81. 46-54, 124.
- SAAR POLL (2015). Current Events and Different Sources of Information. Open Estonian Foundation & Saar Poll. Tallinn.
- TNS Emor (2016). *Teleauditooriumi monitooring 2016* [TV audience monitoring 2016]. Vihalemm, P. (2011). Meedia ja Infoväli [Media and the information field]. In *Integratsiooni Monitooring* [Integration monitoring report]. Tallinn: SA Poliitikauuringute Keskus Praxis
- Vihalemm, T. & Juzefovičs, J. & Leppik, M.. (2019). Identity and Media-use Strategies of the Estonian and Latvian Russian-speaking Populations Amid Political Crisis. *Europe-Asia Studies*. 71. 1-23. 10.1080/09668136.2018.1533916.